

15 JANVIER 2019

LE TEMPS DE L'ALTERNATIVE

Cinq propositions pour reprendre le contrôle de nos vies

Un citoyen



LE TEMPS DE L'ALTERNATIVE

Droits réservés : © Un citoyen, 2019
Illustration couverture : Mathieu Persan
Maquette : Julian Jeanne

Tous droits réservés, la copie et la transmission sont autorisées dans le cadre privé et à titre gracieux, toutes publications sur quelque support que ce soit dans un cadre industriel, commercial ou publicitaire sont strictement interdites.

Un citoyen

LE TEMPS DE L'ALTERNATIVE

Cinq propositions pour reprendre le contrôle de nos vies

À mes parents, passeurs d'humanité,

À ma femme, ma demeure,

À notre fils : que ton cœur soit sage, et le mien sera joie.

*À tous ceux qui, à leur tâche chaque jour, loin des beaux
discours et des grandes théories, changent la vie.*

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Le fossé entre la politique et la réalité est devenu si profond, qu'il est temps de refonder l'autorité des êtres sur leur vie, et de la France sur son avenir.

Les idées et solutions de ce manifeste viennent de loin. Les circonstances actuelles donnent sens à leur publication. L'écriture de ce texte est achevée le jour où le président de la République impose le cadre de son grand débat national. Tout annonce que cet instrument n'a pas pour vocation à réorienter la politique gouvernementale. Et, dans les circonstances actuelles toujours plus incertaines, on doit s'inquiéter de chaque acte qui écarterait la démocratie de son fonctionnement régulier et de ses principes fondamentaux.

La démarche de l'auteur ne dépend d'aucun parti, et ne procède d'aucun parti pris. Elle est une exhortation à dépasser les idées reçues et à laisser de côté le conformisme ambiant pour mettre fin à l'évitement qui caractérise le débat, faussement libre et pluraliste, au sein de notre démocratie.

Pour que les idées et propositions de ces pages aient la possibilité d'être débattues pour elles-mêmes, leur auteur a choisi de rester un citoyen parmi d'autres, anonyme, et de rendre son texte librement accessible à tous.

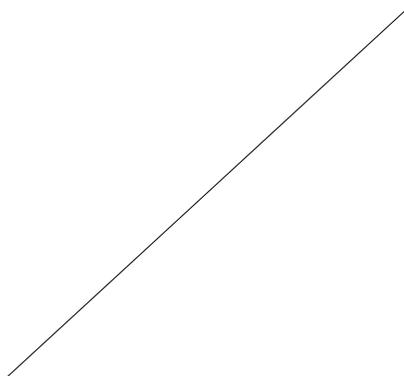
Les choix, inédits et réalisables, qu'il propose s'adressent à tous ceux qui demandent un débat vrai. Le temps de l'alternative est venu, pour choisir entre la perpétuation du *statu quo* ou une nouvelle proposition politique.

Le 15 janvier 2019
www.alternativelelivre.fr

« AU MILIEU DE L'HIVER,
J'APPRENAIS ENFIN QU'IL Y AVAIT
EN MOI UN ÉTÉ INVINCIBLE. »

Albert Camus

Retour à Tipasa, 1952



LE COURAGE D'UN PEUPLE 15

1 **L'ÉCONOMIE DE LA LIBERTÉ**

- › La primauté accordée à l'économie est une faute 29
- › Du travail pour tous, une activité pour chacun 32
- › Comment réaliser la métamorphose
de notre fiscalité nationale 39

2 **L'EUROPE LIBÉRÉE**

- › L'Europe ne tient pas sa promesse politique 49
- › L'Europe est allemande 50
- › Faisons sauter le verrou néolibéral de la BCE 54
- › Un moratoire européen 56

3 **L'ÉCOLOGIE DE LA CRÉATION**

- › Respecter nos terroirs pour bien nous nourrir 64
- › Les nouvelles exigences écologiques 67
- › Il nous faut une offre économique qui
soit aussi une offre écologique 70

4	LA TRANSMISSION DE L'ÉGALITÉ	
	› L'altérité égale face aux tyrannies identitaires	78
	› La laïcité est une valeur	81
	› L'école ne doit pas qu'instruire ; elle doit éduquer	85
	› Les migrations sont le miroir de notre humanité	87

5	L'AUTORITÉ DE LA DÉMOCRATIE	
	› La colère face au vide	94
	› Une démocratie représentative ouverte	97
	› L'autorité de la démocratie plutôt que sa démesure	99
	› France, douce puissance	101

	LA VULNÉRABILITÉ DES ÊTRES	107
--	-----------------------------------	-----

	NOTES ET RÉFÉRENCES	112
--	----------------------------	-----



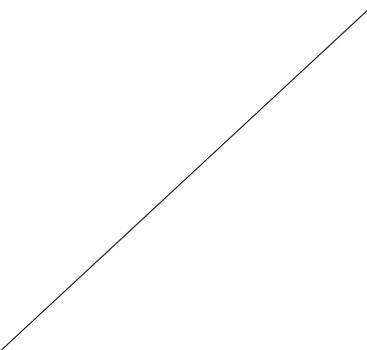
LE COURAGE D'UN PEUPLE

Nous avons le pouvoir
de reprendre le contrôle

« LE COURAGE,
C'EST D'ALLER À L'IDÉAL
ET DE COMPRENDRE
LE RÉEL. »

Jean Jaurès

Discours à la jeunesse, 1903



Nous pensons tous qu'ils ont échoué. Eux nous assurent avoir fait de leur mieux. Ils avaient compris, entendu, travaillé. Ils avaient nommé les meilleurs gouvernements, avec les meilleures équipes. Et toujours, chacun était mobilisé comme jamais auparavant. Pourtant, à l'aune même de leurs projets, ils ont échoué.

En 1993, François Mitterrand déclara que, « *dans la lutte contre le chômage, on a tout essayé* » ; Jacques Chirac ne parvint pas à réduire la « *fracture sociale* » ; Lionel Jospin fut battu par Jean-Marie Le Pen ; Jacques Chirac, réélu, restaura l'immobilisme ; sous Nicolas Sarkozy, le travail ne paya pas plus et l'autorité de l'État fut abaissée ; François Hollande inversa ses ambitions plutôt que la courbe du chômage.

Emmanuel Macron, candidat autoproclamé du « *nouveau monde* », promit, pour restaurer la souveraineté des Français sur leur destin, de « *transformer* » la France en la remettant « *en marche* », et de changer l'Europe. La déclaration d'intention était prometteuse. Mais une fois au pouvoir, il reprend le mantra de la « *réforme* » récité par les gouvernants depuis trente ans. Ce glissement de la transformation vers la réforme, les Français en connaissent parfaitement le sens : « *réformer* », c'est céder au cours des choses ; « *réformer* », c'est payer plus et recevoir moins ; « *réformer* », c'est abdiquer devant l'ordre néolibéral.

Trente ans, de 1988 à nos jours, où le lien entre la société et le corps politique, le peuple et les gouvernants, aurait eu besoin d'être plus fécond que jamais pour traverser un moment de bascule historique qui voit les représentations du monde ébranlées, les cartes

de la puissance redistribuées, et les vies humaines éprouvées. Mais, au contraire, les Français, comme d'autres peuples, se sont sentis dépossédés de leur souveraineté au profit d'intérêts lointains, essentiellement financiers, et d'organisations technocratiques, qui, en conclave avec les gouvernants, paraissent forcer le cours des choses.

À l'origine, le projet libéral entendait fonder la démocratie dans l'équilibre entre la liberté des personnes, la liberté d'entreprendre et la liberté d'échanger. Ses fondateurs étaient des humanistes. Mais le libéralisme a été dévoyé. L'idée s'est imposée que toutes les aspirations collectives pouvaient être satisfaites et tous les problèmes individuels résolus par l'expansion continue de l'économie de marché mondialisée. Cet ascendant pris par la tendance la plus mercantile du libéralisme a été décuplé par le jaillissement des nouvelles technologies et la numérisation du monde. Le profil du consommateur et ses désirs ont été substitués aux droits de la personne et à ses aspirations. L'alliance entre le marché sans limites et la technologie sans conscience exproprie sournoisement les peuples de leur droit à disposer d'eux-mêmes : « *un système de libertés sans démocratie a pris le dessus*¹ ». Le projet libéral ainsi perverti est un avorton idéologique, le néolibéralisme, que les gouvernants laissent s'imposer alors que les peuples ne l'ont jamais approuvé.

Pendant que le commerce des choses se déploie sans fin, le lien entre les hommes s'affaiblit et les peuples se désagrègent. Les obsessions identitaires et communautaristes déstructurent les relations sociales. Le projet cosmopolitique est remisé – qui croit encore à la paix universelle ou au désarmement global ? La Terre elle-même, responsabilité « *inappropriable*² » de tous les humains, est menacée d'effondrement. L'humanisme est sous l'éteignoir.

Dans le même temps, la politique a été abaissée au rang d'un divertissement confus, souvent violent, sans cesse plus vulgaire, qui laisse l'impression que tout se vaut. Et si tout se vaut, l'engagement est vain, et la République est vide.

Assurément, la construction de l'avenir commun échappe au cadre des institutions démocratiques, et la possibilité même d'une délibération civique s'efface. La politique ne semble plus être le lieu central où s'élabore, se décide et se construit l'avenir de la condition humaine³.

En dépit du bouleversement du printemps 2017, le délitement de la vie politique française s'accélère. L'irruption flamboyante d'Emmanuel Macron, dont le coup d'éclat permanent est la marque de fabrique, a dépoussiéré la scène, mais précipité la décomposition des partis républicains traditionnels, et achevé leur marginalisation. Ils n'inspirent aux Français pas plus de confiance, si ce n'est moins, que les extrêmes. Ces derniers, qui exploitent des fonds de commerce aussi datés que leurs dirigeants, en font recette malgré la toxicité de leurs idéologies et l'absurdité de leurs « remèdes ». Leur accession au pouvoir condamnerait la France à l'autoritarisme, à la discorde, à la haine. Aucune force politique nouvelle, capable de réaliser une véritable alternance démocratique, ne s'est constituée à ce jour. La configuration actuelle de la politique française est périlleuse. Nulle démocratie ne peut exister sans opposition effective.

Dans les faits, le Gouvernement est une coalition d'échantillons de toutes les équipes précédentes, poursuivant leur politique par les mêmes moyens, pour les mêmes effets. Mais les Français ne veulent plus subir le néolibéralisme illégitime. Pour se prémunir du rejet violent que sa politique suscite et des revers électoraux annoncés, Emmanuel Macron s'est auto-désigné comme l'ultime rempart face aux « populistes ». Il a divisé le monde entre progressistes et nationalistes. Il s'est choisi la seule opposition qu'il a la certitude, croit-il, de battre.

Au moment où, partout dans le monde, des peuples à bout se tournent vers des figures autoritaires, les Européens ont tous les motifs d'être inquiets. Tout doit être fait pour conjurer la résurgence des totalitarismes nationalistes. Convoquer les tragédies du passé a une utilité mémorielle, pédagogique, mais souvent peu de pertinence historique, et presque aucune efficacité politique. Notre temps est singulier, il recèle ses dangers propres. Agiter le spectre des années 1930 ne nous sauvera pas.

Quant au procès en « populisme », il n'apporte aucune clarté. À chaque fois que l'analyse des causes du « populisme » a été ignorée ou éludée au motif de l'urgence de le combattre, l'attrait des électeurs pour les offres politiques extrémistes a grandi. C'est bien le cas en France depuis le milieu des années 1980, lorsque commença

l'ascension du Front national. Faisons face à la réalité : l'origine de la violence, seul point commun de tous les « *populismes* », est l'échec des gouvernants voués au néolibéralisme. La violence éclate et se répand quand les gouvernants ne savent plus, comme depuis de nombreuses années, interpréter le peuple qui les a mandatés, et agir contre l'imposture de notre temps.

L'histoire de nos gouvernants et leur uniformité constituent une étrange particularité française, bien connue des professeurs de sciences politiques et des sociologues, qui « *mène à ce que Orwell appelait le "groupthink", littéralement la pensée de groupe, notait Ezra Suleiman dans un entretien au Monde en 2014. Le "groupthink" est une catastrophe, vous fermez la porte aux idées nouvelles, et vous perdez la compétition mondiale*⁴ ». La pensée de groupe de nos gouvernants a, en effet, réduit leur champ de vision. Dans une tribune récente, un haut fonctionnaire de Bercy confirme sous couvert d'anonymat : « *Je peux mesurer quotidiennement à quel point notre propre pays inspire un sentiment d'étrangeté à nombre de ceux qui le dirigent*⁵. » Ce n'est pas un problème de personnes – elles sont pour la plupart sincères – mais une question de matrice : l'in vraisemblable homogénéité des gouvernants qui ont été formés à Paris, pour y réussir, les laisse impuissants à comprendre et agir⁶. Pourtant, eux s'accrochent à l'idée qu'il leur revient de nous sauver de nous-mêmes.

Les gouvernants justifient leur action par la complexité du monde. Aussi, leurs choix politiques sont-ils systématiquement présentés comme des nécessités, des contraintes universelles auxquelles il est impossible de se soustraire. L'immobilisme est leur ennemi désigné, et leur *leitmotiv* est de ne pas retarder l'avènement du futur. Puisqu'ils nous exhortent à avancer sans relâche, nous finissons en effet par comprendre que le mouvement est devenu son propre mobile. En marche, mais vers quoi ? Est-il encore permis, possible, de débattre des « *meilleurs moyens de satisfaire les besoins véritables*⁷ », et de choisir notre avenir ? Pouvons-nous remettre les êtres et leur dignité au centre de tout ?

Le rêve des technocrates et des financiers est de gouverner pour le succès de la mondialisation néolibérale, sans que les peuples y

fassent objection. La diabolisation actuelle du « *populisme* » révèle, en réalité, une méfiance renaissante à l'égard des peuples, un penchant dissimulé pour la démocratie capacitaire. Elle trouve sa source dans un biais antidémocratique profondément enfoui dans l'imaginaire de certaines élites européennes.

Il est vrai que la démocratie, dans sa forme moderne, est encore jeune du point de vue de l'histoire, et toujours à parfaire. Depuis sa première naissance dans la Grèce antique, elle est marquée par une ambiguïté essentielle dans son rapport au peuple. Peuple à la fois fondateur et souverain, mais en même temps « *foule de gens entassée*⁸», variable, émotive, capable de s'abandonner aux passions du moment et à la verve des sophistes. Peuple, donc, qui doit être contenu.

Et à cette heure, face à des gouvernants qui tentent de se défaire des conséquences de leur propre incapacité, la seule alternative à notre main serait de les reconduire ou de voter pour les extrêmes. Que valent nos libertés sans une véritable démocratie ? Que vaut une démocratie sans la liberté de choix que seule une véritable opposition, dont la France est aujourd'hui dépourvue, lui donnerait ?

D'emblée, pourtant, ce siècle aurait dû voir l'avènement d'une démocratie d'une profondeur et d'une intensité inespérées. Alors que le niveau d'éducation de nos sociétés n'a jamais été aussi élevé, l'accès à l'information aussi aisé, la possibilité de faire valoir son opinion aussi immédiate, tous les facteurs semblaient rassemblés pour permettre un meilleur fonctionnement de la démocratie. Même les conglomerats géants de l'Internet prétendent se l'être fixé comme objectif. À l'instant crucial de lever des milliards de dollars, le prospectus d'introduction en Bourse de Facebook contenait ces lignes saisissantes : « *Nous espérons transformer les liens qui unissent les individus à leurs gouvernements [...]. Nous sommes convaincus qu'imaginer de nouveaux outils de partage contribuera à l'émergence d'un dialogue plus honnête et plus transparent sur la gouvernance, qui pourrait être annonciateur d'une autonomie directe et accrue des peuples, d'une plus grande responsabilité de leurs représentants et de meilleures solutions apportées à certains des grands défis de notre temps.* »

Dans les faits, il en est tout autrement. Tout est devenu inaudible. L'essentiel comme l'accessoire, la sincérité comme le mensonge, les faits comme les élucubrations disposent du même temps de parole. Nos données personnelles et privées sont monnayées par *Big Data*, quand elles ne sont pas dérobées. Dans ce tohu-bohu, nous sommes pilotés par les algorithmes qui sélectionnent les informations à notre place, et influencés par les manipulations d'États voyous ou d'organisations criminelles. Facebook et ses semblables nous ramènent à la guerre de chacun contre chacun. Il n'en surgit que frustration, désordre et colère. Étrange condition humaine qui nous permet de tout voir, tout désirer, tout dire ; où tout semble à notre portée, mais où nos vies sont dictées de l'extérieur.

L'humanité n'a pas vocation à se laisser asservir par l'esprit du temps. La rébellion contre le progressisme de pacotille s'est levée. De plus en plus nombreux, des citoyens constatent l'urgence d'agir et se mobilisent, des mouvements naissent, appelant à tous les combats, ou à toutes les aventures. Rien ne sortira de la seule exhortation. La violence enfante nécessairement le pire. Pour que la colère retombe et que la justice reprenne ses droits, le pays demande une alternative.

Choisir une voie moyenne, celle des « *marges de manœuvre* » ou des « *accommodements raisonnables* », consacrerait une politique médiocre, car dénuée de sens et de force face à l'ampleur des bouleversements actuels. Injecter dans le socialisme de l'efficacité économique ou insuffler au capitalisme un supplément d'âme sociale constituent des solutions rhétoriques qui ont coulé les vieux partis politiques. Ces rafistolages idéologiques éculés ont été archivés avec la mémoire du xx^e siècle. Ils ne trompent plus personne.

Faire table rase n'a pas plus de sens. L'aspiration du plus grand nombre n'est pas celle-là. Les Français ne veulent pas renoncer aux bienfaits qu'ils retirent des libertés économiques ni aux avancées scientifiques et technologiques. Néanmoins, ils refusent d'être asservis à une forme dévoyée du libéralisme vénérant un progrès sans humanité. Un consensus semble traverser le pays : ni soumission ni révolution, si cette dernière peut encore être évitée.

À la fin des années 1970, l'historien François Furet annonça : « *la Révolution française est enfin terminée [...]. Elle est devenue*

*une institution nationale, sanctionnée par le consentement légal et démocratique des citoyens*⁹. » On pourrait aussi bien situer son achèvement en mai 1968 ; dans les années 1980 avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, la rupture avec le communisme et le ralliement à l'économie de marché ; ou en 1989-1990, pour le bicentenaire de la Révolution et les contrecoups de l'effondrement de l'Union soviétique. Après l'achèvement de la Révolution française, une trentaine d'années s'écoulent, au cours desquelles les gouvernants successifs de la France échouent à comprendre la bascule du monde, l'inquiétude qui a saisi les Français et la nécessité d'agir. La politique demeure, inchangée, et les gouvernants passent, insensibles.

Pour autant, il n'y a pas, d'un côté, le peuple sain et, de l'autre, les élites corrompues. Nos gouvernants sont de plus en plus isolés, y compris parmi les dites élites. Notre pays foisonne de citoyens, de penseurs, de chercheurs, d'enseignants, de serviteurs de l'État, de dirigeants d'entreprise et de responsables syndicaux ou associatifs, qui comprennent la gravité de la situation, et agissent. Ils élaborent un nouveau récit économique, créent des entreprises conscientes de leur responsabilité sociale, inventent des espaces solidaires, réfléchissent aux cadres d'une démocratie renouvelée. Ils s'inspirent des idées nouvelles jaillissant à travers le monde, où le même désir de renouveau et le même besoin de solutions sont palpables. Ils sont le ferment d'une nouvelle avant-garde, insensible aux distinctions entre les uns et les autres artificiellement entretenues par ceux qui cherchent la discorde. Ils sont, comme chacun de nous, une partie du peuple, prête à servir le peuple tout entier. La France est capable d'inventer des formes de gouvernement neuves et justes. La créativité politique est l'une des expressions du génie français qui s'éveille au moment opportun. Le temps de l'alternance est venu. Allons, selon le mot d'ordre de Jean Jaurès, *de l'idéal au réel*. Les pages qui suivent visent l'essentiel. Tout ne peut être traité en une fois, et ce bref manifeste politique n'est pas un programme. Cinq choix politiques, déterminants et réalisables, sont proposés, expliqués, soumis à la discussion. Chaque pas, chaque coin enfoncé, et chaque avancée conquise contre le cours des choses compteront. Il n'y aura ni grand soir ni petits matins. Le courage d'un peuple est la source unique de la refondation de son destin.

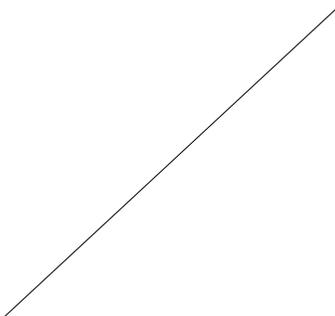
1

L'ÉCONOMIE DE LA LIBERTÉ

Une contribution universelle
pour remplacer tous les impôts

« SI VOUS M'AVEZ COMPRIS,
C'EST QUE JE ME SUIS PROBABLEMENT
MAL EXPRIMÉ. »

Attribué à Alan Greenspan,
alors gouverneur de la Réserve
fédérale américaine



C'est simple : l'économie devait tout régler. Qu'ils soient libéraux pur jus ou adeptes du « *socialisme de production* », tous ceux qui se sont succédé au pouvoir depuis trente ans ont promis que le salut de la France ne dépendait que d'une meilleure gestion économique. Le chômage, le pouvoir d'achat, les fractures sociales, l'intégration, la sécurité, l'école, la préservation de l'environnement, la souffrance au travail... tout s'arrangerait, donc, si le pays connaissait plus de croissance, si ses finances publiques étaient assainies, si sa productivité était renforcée pour se battre à armes égales sur le terrain de la mondialisation. Mais le contraire s'est produit. « *Désencastrée de la société* », comme Karl Polanyi l'avait prédit dans *La Grande Transformation*¹⁰, l'économie n'en a pas pris soin. Ils ont échoué.

Fin 2018, la France comptait près de 6 millions de demandeurs d'emploi. Les personnes vivant avec moins de 1 000 euros par mois étaient 8,8 millions. Dans le même temps, un Français sur cinq était en situation de précarité alimentaire et ne parvenait pas toujours à se procurer trois repas par jour. Tous les âges de la vie sont touchés : on peut naître pauvre, comme le devenir à la vieillesse. Et quant au revenu médian des Français, il s'établissait en 2016 à environ 1 700 euros net par mois : concrètement, 50 % des Français qui travaillent vivent avec moins que cette somme¹¹. Voici pour quelques statistiques répétées en vain, puisque l'insécurité sociale et la pauvreté ne reculent pas.

Ces chiffres sont des vies, des choix imposés ou devenus impossibles. La France compte des millions de personnes prisonnières de la misère : des anciens qui, après une vie de travail, doivent choisir

entre se chauffer et se soigner ; des jeunes qui doivent trancher entre payer leur loyer ou des études ; des familles qui ne sont pas en mesure d'offrir des loisirs à leurs enfants ; des travailleurs qui ne parviennent pas à trouver un emploi à temps plein ou qui, employés à temps plein, ne parviennent qu'à subsister avec des salaires de misère ; des millions de chômeurs qui sont, de fait, abandonnés par notre modèle économique. Pour tous ceux-là, le pouvoir d'achat n'est plus que le pouvoir de survivre.

Et quant à la majorité des Français qui travaillent, des ouvriers aux cadres, ils s'appauvrissent sous le double effet de la hausse sans fin des prélèvements obligatoires et de l'inflation continue du coût des dépenses contraintes : la nourriture, le logement, l'énergie et le transport. Le déclassement se généralise parmi presque toutes les couches sociales. Dans une société d'abondance où quelques-uns, 5 % seulement, détiennent 31 % de la richesse nationale¹², dans un pays gouverné par un État qui dépense plus de 1 038 milliards d'euros par an, comment peut-on même concevoir un tel affaissement social ?

Pour commencer, les gouvernants qui se sont succédé ont été de piètres gestionnaires. Malgré les discours convenus sur l'assainissement des finances publiques, chacun peut constater que la politique du rabout pratiquée depuis trente ans n'a pas conduit au redressement des comptes de la nation. Et il faudrait raboutier encore et encore ! Les financiers de l'État ont échoué à faire refluer la dette publique, mais réussi à alourdir les prélèvements obligatoires... Le Trésor français sera contraint de lever sur les marchés internationaux 200 milliards d'euros de dette en 2019¹³. Ce « contorsionnisme » financier se déroule dans un contexte économique mondial de plus en plus incertain. Les gardiens du temple néolibéral eux-mêmes s'en inquiètent, comme la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, évoquant « *des inquiétudes structurelles fortes, par exemple sur le niveau d'endettement*¹⁴ ». Dans leur langage codé, cela signifie « *alerte rouge* ». Il est vrai qu'avec un total des dettes publiques et privées de 84 000 milliards de dollars en 2017, représentant environ 250 % du PIB des 190 pays observés par le FMI, il est temps de s'alarmer. Une nouvelle crise est en germe.

LA PRIMAUTÉ ACCORDÉE À L'ÉCONOMIE EST UNE FAUTE

Il ne pouvait en être autrement. La primauté de l'économie, tenue pour une évidence par la quasi-totalité de nos dirigeants, nous conduit dans une impasse. C'est une faute historique et une erreur théorique.

D'abord une faute, car, dans son histoire, la France n'a jamais fonctionné selon la seule arithmétique des taux et des courbes. Le fond du problème n'est pas économique. Il est d'abord culturel. Plus que d'autres nations, la France est un héritage qui vient de loin, puissant et permanent. La place majeure laissée à l'effort des historiens est, d'ailleurs, une caractéristique de la culture française. Fernand Braudel écrivait : « *Je crois que le thème de l'identité française s'impose à tout le monde, qu'on soit de gauche, de droite ou du centre, de l'extrême gauche ou de l'extrême droite. C'est un problème qui se pose à tous les Français. D'ailleurs, à chaque instant, la France vivante se retourne vers l'histoire et vers son passé pour avoir des renseignements sur elle-même*¹⁵ ».

L'histoire de la France est un désir, son destin est une volonté. Pour être, la France doit toujours parfaire ce qui la tient rassemblée. À l'intérieur de ses frontières, la République ; au-dehors, l'humanisme. Ce sont, pour la France, un seul et même engagement. Notre règle d'or n'a jamais été budgétaire. Notre boussole est la devise de la République – liberté, égalité, fraternité –, ces trois mots, qui, ensemble, disent tout. D'ailleurs, aucun président de la République, parmi tous ceux qui ont modifié la Constitution, n'a même songé à l'altérer. Elle dit l'ambition française au-dedans comme au-dehors. Elle dit quel rapport nous entretenons avec le monde. Elle dit, enfin, l'étalon à l'aune duquel tous nos dirigeants doivent être jugés. Il en découle un rapport singulier à l'économie. Le peuple français est peu enclin à subir le joug des puissances de l'argent, et, oui, d'une certaine façon « *réfractaire* », il ne peut se résoudre aux injustices et entend garder la main sur l'équilibre des richesses. Toute l'aura de la science économique qui régit les gouvernants ne peut étouffer le projet humaniste au cœur de l'identité française.

Ne doit-on pas s'attendre, alors, à ce que le désaccord entre le cœur social de la République, qui demeure, et une économie néolibérale, qui échoue, entraîne les Français à rejeter l'économie de marché en totalité, à combattre la mondialisation sans discernement, et à presser la touche « *remise à zéro* » ? Ce n'est pas encore le cas. Le projet de la France est de créer les conditions pour que chacun participe à l'épanouissement de tous. D'autres pays sont fondés sur un autre type de contrat social. Les États-Unis, par exemple, entendent offrir à chaque citoyen la possibilité de la réussite individuelle et matérielle. Dans la conscience allemande, particulièrement après la Seconde Guerre mondiale, la politique est affaire de précaution, d'équilibre et de rigueur. Dans la perspective française, la création de richesses est souhaitable, encouragée et soutenue par l'État, mais elle doit absolument être conciliée avec l'épanouissement collectif. Paradoxalement, ce désir d'une économie à sa juste place, au service de l'humain, que certains dénoncent comme un anachronisme de l'identité française, s'affirme partout dans le monde comme une contreproposition salutaire face aux désordres de la mondialisation.

Au moment où nous nous apercevons que les gouvernants français ont commis une faute historique en inversant l'ordre des priorités entre l'économique et le politique, une erreur conceptuelle tout aussi flagrante est démasquée. Un nombre croissant d'économistes, de chercheurs et de penseurs remettent en cause les théories économiques datées et obsolètes, remontant à la fin du XVIII^e siècle, qui régissent toujours l'économie de marché mondialisée. Dans sa *Théorie du donut*¹⁶, Kate Raworth raconte le scepticisme de brillants étudiants face aux modèles statistiques et économétriques enseignés dans les plus grandes universités du monde. Ces étudiants sont frappés par l'incapacité de ces modèles à rendre compte du réel, et à servir de points d'appui aux choix politiques : « *L'humanité est confrontée à de redoutables défis, et c'est en grande partie grâce aux omissions et aux métaphores erronées d'une réflexion économique périmée que nous en sommes arrivés là*¹⁷. »

L'économiste constate l'inaptitude de la focalisation sur le PIB à rendre compte du progrès des sociétés humaines, les croyances

inexactes qu'elle induit et les choix politiques erronés auxquels elle aboutit. De plus en plus d'économistes, y compris ceux de l'OCDE ou parmi les prix Nobel, notamment Joseph Stiglitz, partagent cette analyse. Or la croissance du PIB est devenue pour les gouvernants la mesure de toute chose, l'hypothèse de base de leurs constructions fiscales et budgétaires, la boussole de leurs orientations politiques. Plaidant pour « *voir l'ensemble du tableau* », Kate Raworth souligne le caractère intégré et dynamique de l'économie, la circularité par dessein qui la nourrit et relie tous ses acteurs, par opposition à l'analyse quantitative et fragmentée des besoins humains de la pensée académique classique. En s'y soumettant, la science économique a perdu de vue l'objectif initial assigné par ses fondateurs à l'économie politique : allouer efficacement et justement les ressources matérielles pour servir les finalités collectives. Heureusement, un nouveau récit économique, humaniste celui-ci, est en cours d'écriture par certains des plus brillants chercheurs de la planète.

Malheureusement, depuis trente ans, la seule alternative politique offerte aux Français a été de choisir entre les extrêmes et des élites façonnées par cette conception périmée de l'économie. Leur néolibéralisme s'agrippe à l'idée que le marché est capable de créer indéfiniment la croissance et de distribuer ses produits par les mécanismes automatiques qui lui seraient propres, de telle sorte que la « *richesse* » et le bien-être matériel « *ruisselleraient* » naturellement pour, finalement, conduire à la satisfaction des citoyens.

Les conséquences politiques de ces croyances sont fatales. À force d'encenser le pouvoir magique de l'économie pour justifier leurs douloureuses réformes, les gouvernants ont délaissé les facteurs culturels, et, pour reprendre l'expression de Laurent Bouvet, ignoré « *l'insécurité culturelle* », cette peur du déclassement touchant toutes les populations, de toutes couches sociales et de toutes origines, en première ligne face à la mondialisation néolibérale et ses effets qui malmènent leurs repères. Elle les amène à « *vivre, voir, percevoir ou ressentir le monde ou le voisin comme une gêne ou une menace*¹⁸ ». L'« *intranquillité* » populaire, devenue colère, n'a pas d'autre terreau.

DU TRAVAIL POUR TOUS, UNE ACTIVITÉ POUR CHACUN

Pour déjouer le parti pris néolibéral, nous pouvons instaurer une économie de la liberté au lieu de continuer à subir un système de libertés économiques, sans préoccupation des êtres ni de leurs choix, et sans conscience de leur vulnérabilité. L'économie de la liberté choisit de privilégier les finalités collectives, dans le cadre de la liberté d'entreprendre et d'échanger. Le programme politique d'une économie de la liberté repose sur deux ambitions fondamentales : satisfaire universellement les besoins élémentaires, et instaurer une économie de l'activité au service de l'épanouissement individuel et social. Ce programme nécessite une métamorphose fiscale sans précédent pour financer l'action publique.

Premièrement, l'économie de la liberté s'oblige à satisfaire les besoins fondamentaux sans lesquels l'être humain demeure confiné en deçà de sa propre dignité : une alimentation saine et suffisante ; une eau potable et des conditions sanitaires décentes ; l'accès à l'énergie et à un équipement de cuisine propre ; un logement décent ; l'accès à l'éducation et aux soins de santé ; un revenu minimum et un travail digne de ce nom ; l'accès aux réseaux d'information et de soutien social. Ces impératifs sont universels, et d'ailleurs déjà inclus dans les objectifs de développement durable des Nations unies, acceptés en 2015 par 193 États membres. S'ils peuvent encore paraître lointains pour les 6,37 milliards d'humains qui habitent les pays en développement, soit 83 % de la population mondiale ¹⁹, comment de tels objectifs ne pourraient-ils être atteints par la France ? Comment peut-on un seul instant accepter que notre République sociale, constitutionnellement définie comme telle, manque au devoir de satisfaire les besoins humains les plus élémentaires ? Il n'existe aucun motif qui soit à même d'excuser qu'un pays aussi riche et capable que le nôtre n'y parvienne pas.

Deuxièmement, l'économie de la liberté est une économie de l'activité. Aucun être humain ne rêve d'une existence inutile ni d'une étiquette d'assisté. Nous partageons tous le souhait de contribuer à notre hauteur à une aventure porteuse de sens. L'historien

Yuval Noah Harari, anticipant les effets à venir du développement de l'intelligence artificielle sur le travail, note que, « *sans sécurité sociale et un minimum d'égalité économique, en effet, la liberté n'a pas de sens. Or, de même que les algorithmes Big Data risquent d'éteindre la liberté, ils pourraient en même temps créer les sociétés les plus inégales qui aient jamais existé. La richesse et le pouvoir seraient entièrement concentrés entre les mains d'une minuscule élite tandis que la plupart des gens souffriraient non pas de l'exploitation, mais d'un sort bien pire : l'inutilité*²⁰. »

Dans les toutes prochaines années, le rapport au travail sera profondément bouleversé. C'est déjà le cas pour des métiers révolutionnés par la technologie et l'ère numérique. Nos décisions politiques doivent considérer qu'à l'horizon d'une ou deux décennies, la totalité de l'activité humaine sera concernée. Anticipons. Deux actions doivent être engagées : immédiatement, un combat contre le chômage, mais cette fois avec des armes réelles qui soulagent le plus vite et le plus concrètement possible les personnes et la société ; à moyen terme, une reprise du contrôle des transformations subies pour aboutir à une organisation politique et sociale choisie. L'action politique doit simultanément soulager l'urgence et façonner le moyen terme ; organiser la transition de l'une à l'autre.

Combattre le chômage n'est malheureusement pas un mot d'ordre neuf. Mais, curieusement, aucun gouvernement ne s'est donné les pleins moyens pour y parvenir. Les mesures adoptées ont toujours manqué de pertinence, empreintes de leur inspiration néolibérale et de la croyance que la croissance du PIB viendrait à bout du problème. Les deux derniers présidents de la République, le second ayant été le conseiller économique du premier, se sont livrés à un étrange ballet d'ajustements inconsistants.

François Hollande, candidat, promit de rendre le travail plus attractif que le capital. Mais pour y parvenir, il choisit d'alourdir la fiscalité sur le capital au lieu d'alléger le coût du travail, ce qu'il ne fit finalement qu'à travers un dispositif complexe, coûteux et limité, le CICE, instauré dans la seconde partie de son quinquennat.

Emmanuel Macron a modérément baissé les charges sur le travail, mais surtout significativement diminué l'imposition du capital en instaurant le prélèvement forfaitaire unique. L'intention déclarée est de stimuler l'investissement dans l'espoir de retrouver la croissance, et donc de créer des emplois. La réforme du Code du travail, commencée sous François Hollande avec la loi El Khomri, et continuée par Emmanuel Macron, est un adjuvant de cette thérapie censée fluidifier le marché du travail. Dans les deux cas, les arbitrages ont emprunté les chemins classiques de la pensée technocratique de Bercy. Aucun impact significatif en faveur de l'emploi n'a été mesuré.

Soyons logiques. Si l'objectif politique le plus pressant est de faire reculer le chômage, il est impératif, dans le contexte d'une économie libre, d'aligner les intérêts par des incitations puissantes. Une baisse substantielle des charges pesant sur le travail, de l'ordre de 30 %, appliquée universellement à tous les salariés, quel que soit leur niveau de rémunération, ainsi qu'aux indépendants, est de nature à changer la donne.

La seconde décision consiste à répartir en parts égales les gains ainsi obtenus entre le salarié, qui voit son pouvoir d'achat augmenter, et l'entreprise, qui améliore sa productivité et sa capacité à recruter. Cette alliance équitable revalorise le travail tout en facilitant les embauches, pour nourrir un développement vertueux de l'activité économique. Elle permet aussi de débroussailler le maquis des subventions, souvent inégales, et à l'impact aléatoire. En faire bénéficier employeurs et salariés sur une base d'égalité facilite la sortie de la confrontation souvent artificiellement entretenue entre eux. Cette approche est le modèle d'une politique de la réconciliation sociale. Voilà pour l'immédiat.

À moyen terme, penser le développement économique sous l'angle de l'activité exige également un puissant effort d'anticipation. Les différentes études estiment que la substitution d'emplois humains par des solutions automatisées irait de 9 % à 42 %²¹ en France d'ici vingt ans ! Comme toujours en économie, et pour paraphraser Pierre Dac, « *les prévisions sont difficiles, surtout*

lorsqu'elles concernent l'avenir... » L'estimation basse représente déjà un bouleversement majeur dans un pays qui connaît aujourd'hui un taux de chômage de 9 %.

Quoi qu'il en soit, 9 % ou 42 %, là n'est pas toute la question. Même les emplois non substituables et toute l'organisation de nos vies seront transformés par notre cohabitation avec des machines autonomes ou intelligentes, qui, pour certaines activités, nous remplaceront totalement. L'enjeu politique est donc de savoir vers quel rapport au travail la société souhaite se diriger, et d'organiser cette transition : *« Il n'est tout simplement plus possible d'espérer que le taux de croissance du PIB suivra le rythme des licenciements prévisibles du fait de l'automatisation, ce qui rend encore plus nécessaire l'introduction d'un revenu de base pour tous²². »*

Le revenu universel est, en effet, une réponse politique cohérente. N'est-ce pas d'abord l'occasion de valoriser des activités non marchandes, qui ont pourtant une immense valeur sociale ? L'éducation des enfants, l'activité d'un conjoint au foyer, l'accompagnement des aînés, les engagements associatifs, par exemple, sont des activités pleines et entières. Par ailleurs, pourquoi une personne n'aurait-elle pas le droit de bifurquer, de changer de parcours professionnel ou de consacrer une partie de sa vie à des activités non marchandes, sans risquer de tomber dans la précarité ? Créations artistiques ou formations non professionnelles : encourager ces activités grâce au revenu universel serait une conquête sociale, un nouveau droit au service de l'émancipation humaine.

Dans des sociétés de plus en plus individualistes, le revenu universel est un moyen puissant d'aller vers un changement de mentalité et de pratiques. Dans cet état d'esprit, la dimension collective portée par les associations est essentielle. Les Français sont très attachés à leurs associations. En 2017, la France comptait 1,5 million d'associations loi de 1901 actives. Elles sont souvent présentes là où ni l'État ni les entreprises ne vont. Donner une place centrale à l'engagement associatif est un moyen fort et typiquement français de construire une société harmonieuse.

Enfin, le revenu universel est un outil efficace pour mettre un terme au désordre des aides, des allocations et des subventions particulières, qui induisent des effets négatifs, connus sous le nom « *d'effets de seuil* ». En outre, la multiplicité de l'offre d'accompagnement étiquette les citoyens en les assignant à des catégories qui, de fait, deviennent dévalorisantes. Cette mécanique est si perverse que le non-recours aux prestations sociales est endémique : 36 % des personnes éligibles au revenu de solidarité active (RSA) n'en font pas la demande²³.

Le revenu universel n'est pas un accessoire pour traiter la misère sociale, et le penser ainsi mènerait droit au désastre. Au contraire, il implique une activité qui ait une utilité individuelle et une contrepartie sociale. Chaque bénéficiaire devra justifier de l'usage qu'il fait de ce droit. Il n'est ni une prime à l'oisiveté ni une interdiction de gagner plus. Il exprime la liberté de poursuivre une vie où chacun décide du sens de sa réussite. Si nous concevons le revenu universel dans cet esprit, les problèmes techniques qu'il pose et les controverses qu'il suscite seront rapidement dépassés. Il est le prochain pas vers l'instauration d'une économie de la liberté, et d'une société de la réciprocité, pour laquelle les entreprises doivent aussi totalement s'investir.

L'engagement de plus en plus fort des entreprises pour l'intérêt général, dont le développement de la notion de responsabilité sociale des entreprises est un témoignage et une première étape encourageante, est, en effet, indispensable. Larry Fink, l'emblématique dirigeant de BlackRock, proche du Parti démocrate américain, a appelé les patrons qui dépendent de son fonds à agir pour le « *bien commun* », et les entreprises à définir leur « *raison d'être* ». Il notait que « *63% des milleniums pensent que le but premier des entreprises devrait être d'améliorer la société et non plus de générer des profits. Dans les années à venir, les convictions de ces générations influenceront non seulement leurs décisions en tant qu'employés mais aussi en tant qu'investisseurs*²⁴. » Cette intervention, venant du plus grand investisseur de la planète qui gère 6.000 milliards de dollars d'actif, n'est ni cynique ni anecdotique. Elle montre qu'au sommet du monde de la finance, les mentalités évoluent aussi.

Ceux qui ont échoué depuis trente ans n'oseront probablement pas nous opposer que le projet d'une économie de la liberté est néfaste. Ils feront certainement l'éloge cynique d'une belle utopie. Mais, avec certitude, ils clameront : « *C'est impossible !* » ; « *Où trouverez-vous l'argent ?* » ; « *Nous ne pouvons pas nous le permettre !* ». Et pourtant, il est à notre portée de reprendre la main.

Quand il s'agit de se libérer de l'emprise de la contrainte financière, c'est encore et toujours la finance qui nous est opposée. Évidemment, l'ambition d'une politique économique qui place l'activité au centre de tout nécessite un investissement d'amorçage substantiel avant que le reflux du chômage, dont le coût public représente 100 milliards par an, ne soulage le budget de la nation. Sans doute la France n'a-t-elle pas les moyens de changer le cours des choses, tant qu'elle continue de céder au cours des choses. Et pourtant, cette pression du monde qui l'assiège, face à laquelle ses gouvernants l'exhortent à capituler par « *l'adaptation* », constitue l'occasion décisive d'une métamorphose du financement de l'action publique. Contrairement au consensus, qui sévit à droite comme à gauche, sur la réduction du périmètre de l'État et de ses dépenses, celui-ci, demain encore plus qu'aujourd'hui, aura besoin de moyens substantiels pour peser en faveur de l'émancipation humaine.

Or, l'État nous coûte de plus en plus cher alors qu'il rétrécit à vue d'œil. Tous les citoyens, individuellement, en famille, salariés comme entrepreneurs, sont confrontés à l'évidence du recul des services et des prestations publics. Pourtant, la part des prélèvements obligatoires est passée de 41,2 % du PIB en 1988 à 45,3 % en 2017, pour finalement atteindre 1 038 milliards d'euros²⁵. En 17 ans, depuis 2001, les prélèvements obligatoires ont augmenté de 300 milliards d'euros. Paradoxalement, la part du patrimoine public dans le patrimoine national s'est abaissée à 3 % en 2015, alors que, dans les années 1980, elle était de 17 %²⁶.

Comment expliquer que l'État, qui prélève de plus en plus d'impôts, s'appauvrisse sans cesse, et se montre plus inefficace que jamais ? Dans les années 1980, le patrimoine privé net représentait environ 300 % du revenu national ; en 2015, il avait doublé, s'élevant à 600 %. Cette situation fait dire aux économistes du *World Inequality*

Report 2018 que, « Ces dernières décennies, les détenteurs de patrimoine privé se sont enrichis, mais les États se sont appauvris. (...) On peut estimer que cela limite la capacité des États de réguler l'économie, redistribuer les revenus et freiner la croissance des inégalités²⁷. » Ce n'est pas la force des choses qui a donné naissance à cette situation, mais un choix politique. De manière mécanique, en laissant les intérêts privés capter des richesses colossales tout en acceptant de s'appauvrir, l'État a organisé sa propre impuissance. Dans le cadre actuel, il est illusoire de rendre des moyens à l'action publique. L'État est acculé par le poids de son endettement, et les prélèvements obligatoires étouffent les Français. Un choix en faveur des entreprises – les plus grandes surtout – a été fait. L'évolution de la structure du financement de l'État démontre, en effet, un transfert significatif de son financement sur les ménages. En 2011, l'impôt sur les sociétés rapportait près de 44 milliards d'euros, un montant équivalent à un tiers de la collecte de TVA. En 2018, l'impôt sur les sociétés, avant même l'effet des réductions décidées par Emmanuel Macron, devrait rapporter 25 milliards, alors que la TVA atteindrait 154 milliards. Ainsi, l'impôt sur les sociétés équivaut aujourd'hui à moins d'un sixième de la TVA. Sur la même période, les recettes de l'impôt sur le revenu augmentaient de 38,5 %, passant de 52 à 72 milliards²⁸.

Autrement dit, la part des entreprises à l'effort budgétaire global s'est effondrée d'environ 20 milliards d'euros, quand celle des ménages explosait : 44 milliards d'impôts supplémentaires (24 milliards de TVA plus 20 milliards d'impôt sur le revenu), sans même compter les autres prélèvements obligatoires créés depuis trente ans, tels que la CSG ou la CRDS !

Il est juste de dire que cette évolution ne résulte pas uniquement d'un choix de l'État. La faiblesse relative de l'imposition des entreprises est également liée à l'évasion fiscale des plus grands groupes multinationaux, scandale intolérable aujourd'hui démasqué, face auquel aucune complaisance n'est acceptable. Selon les estimations les plus basses, 18,5 milliards sont cachés dans les paradis fiscaux. Et chaque année, les grands groupes internationalisés transfèrent 660 milliards de dollars vers des pays offrant une fiscalité presque nulle²⁹. Mais le

fleuve ne rentrera pas dans son lit en quelques mois. Une à une, des batailles devront être menées pour gagner cette guerre contre le pillage de la richesse collective qu'est l'évasion fiscale. La taxation des « géants d'Internet » décidée unilatéralement par le Gouvernement français est un premier acte moral encourageant, exemplaire ; une invitation à une prochaine étape européenne.

COMMENT RÉALISER LA MÉTAMORPHOSE DE NOTRE FISCALITÉ NATIONALE

La situation globale des prélèvements obligatoires en France n'est plus soutenable, tant d'un point de vue économique et social, que d'un point de vue moral. L'effort pour les citoyens est quasiment dix fois plus important que pour les entreprises.

En outre, l'impôt est illisible dans ses modalités de prélèvement, avec plus de 200 impôts, taxes et droits. Il est également incohérent dans sa destination, puisque le produit de chaque prélèvement est éclaté en différents usages, ce qui est souvent une source de confusion. Récemment, lorsque le Gouvernement a décidé de relever la taxation des carburants, prétendant favoriser l'écologie, il est apparu que seulement 20 % du produit de la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) était directement destiné à ladite transition écologique.

Pour reprendre le contrôle de l'économie, métamorphosons la fiscalité. Un énième ajustement de la distribution des impôts entre eux, de leur taux et de leurs modalités de prélèvement est nul et non avenue. La science économique officielle dont se prévalent nos gouvernants est frappée d'obsolescence. Le système fiscal qui l'accompagne aussi. L'un et l'autre allant de pair, il faut les réviser conjointement. Les idées et les méthodes existent. Elles sont déjà discutées par des économistes et des fiscalistes. Mais les gouvernants semblent ne pas les connaître ou ne pas vouloir les comprendre, et bégaiant : « *plus d'impôts, moins de dépenses* ». Les appels répétés des gouvernants à une « *remise à plat* » de la fiscalité n'ont rien produit de concret ni de neuf. L'exhortation à moins de dépenses risque de conduire à une

nouvelle réduction des moyens de l'Etat alors que nous avons besoin de plus de moyens notamment pour notre école, notre système de santé et de soin, la rémunération de ces personnels, notre défense et notre sécurité. Au lieu de retoucher l'existant, nous devons partir sur de nouvelles bases.

La combinaison du néolibéralisme et de la technologie a engendré des flux financiers colossaux, tous azimuts, qui sont électroniquement tracés, enregistrés et payés. Pourquoi ne pas les utiliser ? Nous pouvons construire, sur une assiette très large, un impôt de base réellement universel, recouvrable automatiquement, et dont le taux serait très bas.

La Banque de France indique dans son rapport annuel 2017 que le total des paiements scripturaux (c'est-à-dire tous les paiements à l'exception de ceux réalisés en espèces) s'est élevé en 2016 à 27 000 milliards d'euros environ. En imposant ces flux au taux de 1 % seulement, le produit fiscal récolté serait de 270 milliards d'euros, soit presque autant que le total des recettes fiscales nettes prévues au titre du budget de l'État pour 2018, pour un montant de 286,6 milliards d'euros.

Plusieurs économistes défendent cette idée, notamment Marc Chesney, en Suisse. Un économiste français, Jean-Luc Ginder, a réalisé un calcul en s'appuyant sur le flux de consommation quotidien des 3,4 millions d'entreprises et des 29,6 millions de personnes actives touchant un revenu déclaré : ce flux s'élève selon lui à une moyenne de 2 283 euros par acteur et par jour³⁰. Le flux total est de 75,3 milliards par jour. Au taux de 1 %, la collecte avoisinerait les 275 milliards par an ; cohérent avec le chiffre avancé plus haut.

En d'autres termes, une contribution de 1 % seulement, prélevée sur toutes les transactions scripturales, du règlement par carte bleue de vos courses au supermarché du coin au chèque bancaire pour acheter votre nouvelle voiture, peut remplacer la somme des recettes actuelles de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés, de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques et de la TVA, et de toutes les recettes fiscales annexes ! Le gain de pouvoir d'achat en résultant est de l'ordre de 30 %, créant un électrochoc économique sans précédent. Ce calcul n'est à ce stade qu'illustratif, car la somme de ces mouvements inclut notamment le paiement des impôts

et charges qui seraient supprimés progressivement, mais l'ordre de grandeur est bien celui-là.

Si le prélèvement est fixé entre 3 % et 4 %, il est à même de couvrir non seulement le budget de l'État, mais aussi tout le budget de la nation, protection sociale et collectivités territoriales incluses, de l'ordre de 1,2 milliard d'euros.

Mais l'efficacité fiscale n'est pas le seul paramètre à considérer. La redistribution aux plus modestes et aux plus vulnérables est un élément fondamental de notre contrat social, une exigence républicaine. Dès lors que l'impôt sur le revenu est supprimé, d'autres mécanismes doivent être mobilisés pour organiser la solidarité nationale. Des mécanismes de transferts sociaux, affinés et renforcés, et des impôts ciblés seront déployés sur la base de la progressivité. A n'en pas douter, la suppression de l'ISF fut un signal positif pour certains intérêts, que ses promoteurs pensaient de bonne foi utile. Mais, tout aussi évidemment, ce fut une erreur politique. Son remplaçant, l'IFI, est mal né et pénalise des ménages qui ont mis toute une vie à se constituer un patrimoine immobilier, en épargnant des revenus déjà lourdement imposés, et qu'il leur sera encore coûteux de transmettre. Les ultra-riches ont toujours optimisé leur fiscalité, aussi cette suppression paraît-elle un cadeau. Pourtant, il est possible de rétablir un impôt de solidarité dont les modalités soient réellement efficaces et justes, et ce sans pénaliser la création de richesses ou effrayer les investisseurs. On doit exclure de l'assiette d'un impôt de solidarité les résidences principales, les patrimoines immobiliers moyens, et le concentrer sur les rentes privées improductives pour l'économie réelle et les patrimoines financiers hautement spéculatifs. Les démocrates américains réfléchissent actuellement en ce sens. Enfin, il faut rétablir les ressources de l'ancien ISF dirigées vers certaines associations d'intérêt général ou d'utilité publique qui pâtissent d'en être privées.

L'assiette de la contribution universelle doit également inclure les flux financiers relatifs aux opérations sur les marchés de capitaux, actions, obligations, dérivés, etc. Dans l'esprit de la taxe Tobin, il s'agit d'une mesure de sécurité financière et d'ordre social face aux aberrations spéculatives sur les marchés financiers. Le monde de la

finance néolibérale a développé une addiction mortifère au profit, par des objectifs de rendement décidés de façon irrationnelle qui démultiplient la spéculation et l'appât du risque. Ces risques prétendument limités à ceux qui les prennent ont en réalité un impact collectif : c'est exactement ce qu'a montré la crise financière de 2008, déclenchée par les *subprimes*. Ces produits financiers, très spécialisés et techniques, dont on nous disait qu'ils étaient uniquement destinés à des investisseurs hautement avertis, ont ruiné des familles et brisé le système financier mondial. Aujourd'hui, la TTF (taxe sur les transactions financières instaurée en France depuis 2012) est mal structurée et n'a rapporté que 947 millions en 2016. Elle doit être renforcée, et intégrée au dispositif d'une contribution universelle.

Une imposition progressive des entreprises, en fonction de critères qui devront être définis de façon concertée – comme leur taille, leur secteur d'activité, etc. – a également du sens. L'entrepreneur est une figure positive, et l'entrepreneuriat une ambition valorisée par la société. Leurs réalités sont différentes. Le petit artisanat, les professions libérales, les petites entreprises, les moyennes déjà internationalisées, les grands groupes mondiaux : ils n'ont pas les mêmes moyens, et ils n'ont pas les mêmes devoirs. Toutes les entreprises qui naissent sont un pari, et une opportunité pour l'économie et la société. C'est à elles d'abord, ainsi qu'aux PME-PMI, que doit prioritairement profiter la mise en place d'une solidarité fiscale entre les entreprises.

La métamorphose fiscale proposée offre une solution à l'absurde antagonisme entre l'économie et l'État, les libertés économiques et la solidarité. Elle libère l'activité économique, débarrassée de prélèvements obligatoires excessifs et irrationnels, tout en redonnant à l'État les moyens d'assurer la solidarité. C'est également un extraordinaire outil d'attractivité pour la France. Tant l'impôt sur les sociétés que les charges sociales peuvent être abaissés progressivement, jusqu'à des niveaux parmi les plus bas du monde. L'investissement, moteur de l'économie réelle, en sera puissamment stimulé. Le travail paiera réellement, permettant à toutes les catégories de salariés – de l'ouvrier au cadre supérieur – de capitaliser les fruits d'une vie d'activité. Les atouts humains et technologiques exceptionnels de la

France prospéreront. Enfin, cette métamorphose fiscale permettra une simplification profonde des procédures déclaratives et administratives de toute nature, qui polluent la vie quotidienne des Français et encombrant la gestion administrative des entreprises.

Métamorphoser la fiscalité nationale est certainement ce que nous pouvons faire de plus efficace, rapidement, pour atteindre les objectifs que s'assigne une économie de la liberté. Ce doit être l'objectif de la prochaine majorité politique. Englués dans leurs certitudes et leur inertie idéologique, nos gouvernants répètent depuis trente ans qu'il « *faut un big bang fiscal* » sans jamais nous dire en quoi il consiste. Ils restent incapables d'imaginer la puissance de transformation d'une telle démarche. Ils ne se souviennent même plus qu'ils disposent du droit de faire ce choix, des moyens de le mettre en œuvre, et de la responsabilité d'inventer les politiques publiques librement.



2

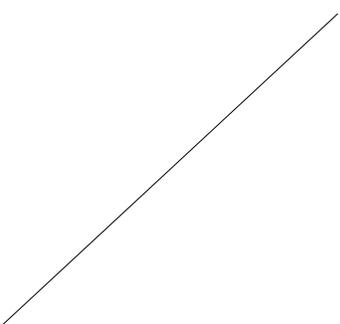
L'EUROPE LIBÉRÉE

Un autre mandat
européen comme
levier politique

« TOUT LE MONDE LE SAIT,
MAIS L’AFFIRMER REVIENT
À BRISER UN TABOU : L’EUROPE
EST DEVENUE ALLEMANDE. »

Ulrich Beck

Non à l’Europe allemande, 2012



P our une très grande majorité de Français, l'Europe est un projet d'espérance. N'est-ce pas Victor Hugo qui en eut la plus belle intuition : « *Un jour viendra où [...] vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne*³¹. »

Le projet européen est la découverte sans cesse renouvelée à travers la géographie, la culture et l'histoire, tantôt tragique, tantôt lumineuse, d'un lien inextinguible entre ses peuples. Mais l'Europe institutionnelle s'est transformée en hydre néolibérale. Et il suffirait d'une nouvelle crise financière, d'un choc géopolitique, ou de n'importe quel autre désastre pour qu'à nouveau l'Europe bascule. Le projet européen semble se conjuguer au conditionnel perpétuel.

Les antieuropéens de la place ne proposent qu'une solution : « *renationaliser* » ce qui a été confié à ses institutions. Ses zélateurs n'ont qu'une obsession : courir vers plus d'intégration – vers quoi, avec qui, et comment, cela reste flou. Nous devons sortir de cet antagonisme sans issue, en agissant au nœud du blocage européen qu'est son adhésion aveugle à l'idéologie néolibérale. Depuis sa fondation, l'Europe a été faite par l'économie pour servir des buts plus élevés, en premier lieu celui de la paix. Si nous ne réagissons pas à temps, elle sera défaite par l'économie. Nous pouvons inverser le cours des choses. Les peuples le demandent depuis longtemps. Les Français l'ont exprimé par un vote en 2005 rejetant le *Traité établissant une constitution pour l'Europe*, mais

il n'en a pas été tenu compte et ses dispositions ont été réintroduites sournoisement.

Il faut rappeler, d'emblée, que l'imaginaire national français entretient avec l'Europe un rapport équivoque. Lorsque l'historien Fernand Braudel écrivait que l'Europe est « *la seule solution d'une certaine grandeur française*³² », et quand François Mitterrand déclarait que « *la France est notre patrie, l'Europe notre avenir* », que fallait-il véritablement comprendre ?

S'agissait-il de sous-entendre que l'Europe était la poursuite du projet français par d'autres moyens, à une autre échelle, et que nous voulions, au fond, construire une Europe à notre image ? Mais l'Europe dont les ambitions se limitent au perfectionnement des marchés, et dont le fonctionnement est éloigné des peuples, n'est évidemment pas française dans l'esprit.

Ou devons-nous entendre, au contraire, que la France ne pourrait réussir qu'en se normalisant dans l'Europe ? Mais, dans ce cas, la déception est tout aussi grande, puisque la France n'a pas surmonté ses difficultés économiques et sociales en s'appuyant sur l'Union européenne.

Il est probable que ce paradoxe français soit, en réalité, un moteur dialectique de son engagement pour l'Europe. Car la France ne peut pas faire un choix politique en faveur de l'Europe sans avoir d'abord réalisé son examen de conscience. Heureusement, le projet européen conserve un attrait puissant et vertueux. Spontanément, 64 % des Français considèrent que l'adhésion à l'Union européenne est une bonne chose³³. Pour tout Européen, après la Seconde Guerre mondiale, dire oui à l'Europe a souvent été un engagement politique fondateur, le « *berceau d'une génération* », selon l'expression de Guillaume Klossa³⁴. Pour ceux qui ont vécu la chute du mur de Berlin, pour ceux qui ont voté pour la première fois en 1992 afin d'approuver le Traité de Maastricht, pour ceux qui ont participé au programme Erasmus, pour ceux qui ont manipulé les premiers euros, l'avenir et l'Europe ne faisaient qu'un. L'Europe a déjà réussi à faire avancer la paix, instauré la libre circulation des personnes et des biens, et réuni le continent. Les succès européens sont de premier ordre.

L'EUROPE NE TIENT PAS SA PROMESSE POLITIQUE

Mais la promesse politique est loin d'être tenue. D'abord, la situation économique et sociale est contrastée, si ce n'est médiocre. L'Union reste le deuxième acteur économique mondial, mais, loin de la convergence promise, les richesses sont inégalement distribuées entre les pays. Et l'Europe paraît dépassée par les États-Unis et l'Asie, comme périphérique par rapport au centre du monde. Domine le sentiment que le monde se fait ailleurs que sur le Vieux Continent, et que celui-ci ne résisterait pas à un nouveau choc.

Ensuite, l'Europe est devenue, pour reprendre une expression du philosophe allemand Jürgen Habermas, une « *chape* » qui recouvre nos nations, les gouverne, et tout ceci hors du contrôle des peuples. Une technocratie incompréhensible n'est pas une démocratie. Et lorsque des dirigeants nationaux imputent à l'Europe des décisions qu'ils ne veulent pas assumer, et, simultanément, font l'éloge du projet européen, l'évidence d'un double discours amplifie la méfiance du citoyen.

Enfin, nous attendons de l'Europe qu'elle s'occupe des grands projets, de questions à sa mesure. Or, tatillonne, elle semble se mêler de tout et de rien, des normes des prises électriques comme des droits humains, tout en demeurant impuissante à peser sur les grands problèmes de notre temps : la domination d'une économie de l'injustice, l'indécence des inégalités, le dérèglement climatique, les migrations, la sécurité de ses citoyens...

Les partis antieuropéens et extrémistes gagnent du terrain. La guerre est politiquement déjà au sein de l'Union, et militairement de nouveau à ses frontières. Au même moment, les limites de l'Europe flottent : aujourd'hui 28 ; 27 demain après le départ des Britanniques ; et après-demain, combien, jusqu'où ? Persiste le sentiment paradoxal d'une dilution de l'idéal européen, et en même temps du poids insupportable exercé par les institutions bruxelloises au profit de l'ordre néolibéral.

Preuve en est que les dirigeants européens se félicitent d'avoir sauvé son système financier et bancaire après la crise de 2008.

C'est techniquement exact : les banques n'ont pas fait faillite, et la zone euro n'a pas explosé. Mais à quel prix ? 4 500 milliards ont été injectés entre octobre 2008 et 2010, soit 37 % du PIB de l'Union selon Michel Barnier, alors commissaire au marché intérieur et aux services³⁵. Et de nouvelles structures technocratiques aux acronymes ésotériques censées immuniser le système financier contre les crises ont été échafaudées. L'arme au pied, elles scrutent la nouvelle crise qui se prépare.

Aujourd'hui, le projet européen est à nouveau testé. Car, avec le Brexit, et après la Grèce, nous avons fait une nouvelle expérience de la finitude de l'Europe. La Grèce a été maintenue dans l'Europe au prix de lourds sacrifices, au nom de l'austérité. Les Britanniques ont voté pour la quitter définitivement. Ce que ce choix implique concrètement et la route qu'ils devront suivre, nul ne le sait. Il n'y a rien d'étonnant à cette décision. Le Royaume-Uni s'était initialement opposé au projet européen, et ne l'a rejoint que pour son intérêt économique. Le Général de Gaulle l'avait expliqué très clairement, et François Mitterrand usa de tout son art pour convaincre Margaret Thatcher de rester à bord. Si le Royaume-Uni quitte finalement l'Union, la France aura la responsabilité stratégique de nouer une nouvelle entente cordiale, car il s'agit de l'autre puissance nucléaire européenne, et de la nation où nos résistants ont trouvé refuge.

Et aujourd'hui, qui peut dire le destin de l'Italie, l'un des pays fondateurs de l'Europe ? Et qui saurait dire avec quelles conséquences la France parviendra à convaincre Bruxelles d'accepter l'impact budgétaire des mesures sociales imposées à Emmanuel Macron fin 2018 ?

L'EUROPE EST ALLEMANDE

L'origine du problème, c'est que l'Europe est devenue allemande. L'un de ses penseurs, le sociologue allemand Ulrich Beck, le dit avec lucidité : « *Tout le monde le sait, mais l'affirmer revient à briser un tabou : l'Europe est devenue allemande. Personne ne l'a voulu, mais, face à la menace de l'effondrement de l'euro, la puissance économique allemande s'est positionnée peu à peu, sur le plan politique, comme*

*la plus grande instance de décision en Europe*³⁶. » Et le même Beck de rappeler qu'en février 2012, les médias allemands déclaraient : « *C'est aujourd'hui que le Bundestag décide du destin de la Grèce*³⁷. » Le 22 décembre 2018, le président de la Banque fédérale d'Allemagne, Jens Weidmann, s'autorisait à critiquer publiquement les mesures sociales annoncées par le gouvernement français.

François Hollande a, dès le soir de son installation à l'Élysée, tenté de « *renégocier* » les traités, pour desserrer l'austérité budgétaire. L'histoire retiendra trois choses : l'avion présidentiel fut foudroyé, Emmanuel Macron était à bord, et la chancelière Merkel opposa au président Hollande une fin de non-recevoir. La France obtint par la suite des aménagements, mais, fondamentalement, l'Europe reste prisonnière de sa cage dogmatique.

Emmanuel Macron, devenu président, choisit un autre angle d'attaque : à Aix-la-Chapelle, en 2018, dans un discours enflammé, il affirma avoir « *surmonté* » pour la France « *les tabous de la baisse de la dépense publique et des changements de traités européens* ». Il s'écria même : « *Réveillez-vous ! La France fait ses réformes.* » Puis, il exhorta la chancelière à abandonner son « *fétichisme perpétuel pour les excédents budgétaires et commerciaux* », et à accepter la création d'un véritable budget européen. À son « *ami* » Emmanuel Macron, Angela Merkel opposa une autre fin de non-recevoir, qu'elle réitéra en décembre 2018.

Les configurations politiques en Europe évoluent sans cesse, et les élections au Parlement européen auront lieu dans quelques mois. Économistes comme investisseurs anticipent un probable retournement de conjoncture. Tout est envisageable, et la France doit en faire une opportunité pour agir. Elle est un pays fondateur de l'Union ; cette position lui donne des responsabilités, mais, aussi, des droits. La responsabilité de s'assurer de la pérennité d'un projet dont elle a toujours été l'un des moteurs. Le droit d'exiger. Elle doit se retirer de toute nouvelle décision au sein de l'Union, tant que ne sera pas actée une réorientation fondamentale du projet européen et du fonctionnement de l'Union. Ce moratoire est un risque, certes. La France a des alliés au sein de l'Union pour le prendre. Car le risque de l'inaction politique est encore plus dangereux.

Le dénouement du blocage européen nécessite avant tout la restauration de la souveraineté politique des peuples européens sur l'économie, sans défaire la zone euro et sans abandonner les libertés économiques. Au cœur du système réside sa rigidité la plus forte, bastion inexpugnable du *credo* néolibéral : la Banque centrale européenne (BCE). C'est là, à son niveau, que se trouve aussi la solution, si l'on se donne la peine de penser hors des théories économiques obsolètes. Le verrou de la BCE doit sauter.

Un bref éclairage sur une caractéristique particulièrement perverse du capitalisme actuel est d'abord nécessaire. Le principe de l'argent est de circuler. La réalité est sa répartition inégale. La théorie économique officielle enseigne que, le capital étant rare, les richesses créées doivent le servir en priorité, avant même de rémunérer les chefs d'entreprise ou les salariés. Ce parti pris théorique trouve son application dans la réalité : dans les pays riches, les salaires croissent moins vite que la productivité. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), de 2009 à 2013, la productivité des travailleurs a augmenté de 5 %, mais leur salaire de 0,4 % seulement. En outre, le capital ne se répartit pas spontanément en accord avec les priorités de l'intérêt général : beaucoup d'argent se déverse dans des secteurs spéculatifs, et moins dans des projets transformateurs, qui nécessitent plus de temps ou impliquent plus de risques.

Par ailleurs, les États, tout en se soumettant aux fournisseurs de capitaux privés pour financer leurs déficits excessifs, ont abandonné l'élément clef de leur pouvoir économique : la capacité de création monétaire. Les banques centrales en disposent de façon indépendante. Et, dans le cas de l'Europe, c'est la BCE qui est devenue la maison mère de toutes les banques centrales nationales. Mais, au motif de l'idéologie économique qui a sous-tendu la création de l'euro et qui régit toujours l'équation européenne, la BCE est une institution dont la seule et unique mission est de maîtriser l'inflation. En cela, elle diffère même du rigoureux modèle américain, puisque la Banque centrale des États-Unis, la Fed, compte l'emploi au premier rang de ses priorités. Moins on influencerait la

BCE, mieux les États et les peuples s'en porteraient. Mission réussie : la seule influence exercée sur elle a, effectivement, été de la renforcer dans ses convictions dogmatiques, et déconnectées de la réalité économique et sociale. Ses milliards, à travers le mécanisme dit de « *quantitative easing* », ont financé des États surendettés, qui ne l'ont pas traduit dans des politiques favorables aux peuples, ainsi que le système bancaire commercial privé, qui ne l'a pas suffisamment redistribué à l'économie réelle.

Mais, bien plus problématique, une étape supplémentaire a été franchie dans le processus d'abandon par les États de leur souveraineté économique : les banques centrales ont elles-mêmes délégué la création monétaire aux banques privées. Contrairement à la vision dominante, les banques ne sont pas des intermédiaires au sens où elles récolteraient l'épargne des gens pour la prêter à d'autres. En accordant un crédit, une banque crée du pouvoir d'achat : son montant est de l'argent qui n'existait pas auparavant. Ainsi, par les crédits qu'elles octroient aux acteurs économiques, ménages ou multinationales, la création monétaire est faramineuse ; ce que reflète le niveau d'endettement mondial, qui atteint, selon les estimations, entre 200 % et 300 % du PIB de la planète.

D'une certaine façon, les banques privées décident seules de la structure du financement de l'économie réelle, de ses priorités, alors que le rôle des banques centrales est cantonné à fixer le prix de l'argent offert aux banques entre elles, à travers le taux directeur. Et la monnaie créée par les banques privées sous forme de crédits octroyés aux acteurs économiques a surtout contribué à l'envolée du prix des actifs financiers ou immobiliers, des denrées alimentaires ou des métaux précieux. Elle a trop peu financé les finalités de l'action politique et les objectifs collectifs. Les États en sont d'ailleurs conscients, puisqu'ils ont créé des banques publiques d'investissement, nationales ou européennes, pour financer dans des conditions meilleures, moins spéculatives, les secteurs prioritaires pour l'intérêt général. Mais ne serait-il pas préférable de révolutionner le cœur du système financier, qui opère le détournement financier de la richesse collective ?

FAISONS SAUTER LE VERROU NÉOLIBÉRAL DE LA BCE

Il existe une proposition viable pour enrayer ce cercle vicieux. La souveraineté politique peut reprendre ses droits sur l'économie en retirant aux banques privées le pouvoir de création monétaire, afin de le remettre au service des buts collectifs. Il est possible de le faire sans renoncer aux libertés économiques ni au marché ; ce que le très libéral prix Nobel d'économie Maurice Allais avait bien compris. Les principaux économistes du FMI ont validé sur le plan théorique une proposition en ce sens dans une étude, publiée en 2012, intitulée *The Chicago Plan Revisited*, en écho au plan envisagé dans les années 1930 par l'économiste Irving Fischer. Martin Wolf, l'une des figures du journal économique anglo-saxon de référence *The Financial Times*, la soutient. Il y voit même la meilleure façon de résoudre la prochaine crise financière en Europe³⁸. Ni les économistes du FMI ni l'éditorialiste vedette du *Financial Times* ne peuvent être soupçonnés de sympathies anticapitalistes.

Dans le cas de l'Europe, la mise en œuvre technique de cette proposition conduirait la BCE à reprendre le monopole de la création d'argent, puis à le déléguer aux banques commerciales en exigeant que celles-ci détiennent une contrepartie financière égale à 100 % des prêts octroyés par la banque centrale.

Que signifie concrètement ce dispositif ? Il a plusieurs vertus. La première est de permettre à la BCE d'orienter l'activité des banques privées vers des secteurs stratégiques ou prioritaires, suivant les finalités qui lui seraient assignées par les États. Si, par exemple, la BCE accordait aux banques commerciales des prêts à taux zéro, voire négatifs, pour financer des projets d'infrastructures neutres en carbone, des programmes de logements publics d'ampleur, ou, de manière générale, l'édification de projets transformateurs pour nos sociétés, elle orienterait de façon décisive le développement de l'économie réelle. Les capitaux privés suivraient le mouvement. Dans le même temps, la BCE pourrait renchérir le coût de financement de secteurs trop spéculatifs, où se sont développées des bulles dangereuses pour l'économie réelle. Ainsi, l'intérêt fondamental

d'un tel mécanisme est d'orienter l'argent là où il est nécessaire, sans entraver nullement l'investissement libre des capitaux privés.

Un tel dispositif est indispensable lorsque l'on se rend compte que les grandes banques françaises, par exemple, ont privilégié, contre l'intérêt général, l'économie polluante et carbonée. Selon une étude d'Oxfam, entre 2016 et 2017, sur dix euros de financement accordés par les banques aux énergies, sept euros allaient aux énergies fossiles, contre deux euros seulement aux énergies renouvelables. « *De 2016 à 2017, les banques ont même réduit leurs financements à destination des énergies renouvelables (moins 1,85 milliard d'euros) d'un montant équivalent à l'augmentation de leurs financements vers les énergies fossiles (plus 1,8 milliard d'euros)*³⁹ », dénonce l'association.

La seconde vertu de ce dispositif est de séparer la responsabilité de créer de l'argent – responsabilité publique – de celle de vendre du crédit – activité commerciale. Ce découplage stabilise l'ensemble du système financier et évite, en cas d'effondrement du secteur bancaire, son renflouement par le contribuable. Certains économistes ont argué du risque d'un retour de l'inflation associé à cette proposition. La lutte contre l'inflation est l'obsession de la théorie classique, et les banques centrales actuelles en sont les gardiens jaloux. Au contraire, l'étude des économistes du FMI de 2012 a démontré l'absence d'un tel risque.

Pour terminer, cette révolution du rôle et du statut de la BCE est enfin de nature à renforcer l'euro, et à contribuer à ce qu'il devienne une véritable monnaie de réserve. L'euro est la plus grande faiblesse de l'Europe : en son nom, la stabilité financière impose des cadres budgétaires étouffants pour ses peuples. Mais c'est aussi, après la culture et l'esprit européen, sa plus grande force, un outil de sa puissance économique, un symbole concret de son unité. Préservons et renforçons l'euro.

UN MORATOIRE EUROPÉEN

Se concentrer sur les questions institutionnelles, négocier sans fin pour définir la forme organisationnelle ou le lieu d'implantation de tel ou tel machin technocratique ne mène à rien. À quoi sert-il de continuer à faire grimper cette tour de Babel ? Certes, l'obligation de l'unanimité, la codécision, la subsidiarité, le gouvernement économique de la zone euro, Frontex, etc., sont à réexaminer face aux risques de ce monde. Mais il faut laisser dans un premier temps de côté les discussions théoriques sur la forme à donner à la suite de l'intégration européenne. Aujourd'hui, la priorité fondamentale est de s'accorder sur les finalités politiques de l'Union, et sur les outils qui permettront sa reprise en main politique et démocratique.

Le président Macron a tort de penser qu'en renforçant l'intégration économique et fiscale de l'Europe, sans changement du mandat de l'Union, qui n'est en réalité pas un mandat politique, ni consensus réel sur ses objectifs, il parviendra à construire une Europe « *qui protège* ». Si elle reste dans les mêmes cadres idéologiques, cette intégration plus poussée n'apportera que davantage de désordre et d'injustice. En réalité, le mandat de Bruxelles place le consommateur au centre de ses préoccupations, ce qui peut conduire à élever ses intérêts au-dessus de ceux du citoyen ou du salarié. Son arme est le droit, en particulier celui de la concurrence. Le meilleur exemple actuel en est la réticence de la Commission européenne à autoriser la fusion entre Siemens et Alstom, alors qu'elle permettrait de créer un champion industriel européen face aux géants mondiaux, comme le chinois CRCC, qui s'implante sur le prometteur marché américain avec un appétit et une puissance qui laissent peu de place à un industriel européen seulement national. Au fond, les technocrates agissent en vertu du mandat qu'ils ont reçu ; on ne peut leur reprocher. On doit, en revanche, reprocher à nos gouvernants de ne pas faire de politique.

La France serait elle-même, volontaire et juste, en mettant sur la table l'ambition de redéfinir le mandat européen, ses outils et ses objectifs, afin qu'il devienne pleinement politique. Commencer par changer le mandat et le statut de la BCE, c'est à la fois s'attaquer

au nœud du problème réel et au symbole le plus puissant. Pour reprendre les mots du philosophe néerlandais Luuk Van Middelaar, il faut à l'Europe « *un acte politique qui exige une redéfinition de l'intérêt de chacun, une volonté créatrice et une capacité d'action*⁴⁰ ». La France ne doit pas craindre de poser cet acte, et de se retirer de toutes les autres questions européennes en débat, déclarant un moratoire européen, ce que son statut moral et ses droits institutionnels l'autorisent à faire, tant qu'elle n'obtient pas une réorientation fondamentale de l'Europe.

La France a des alliés objectifs pour cela, et, si nous faisons preuve d'audace et de détermination, l'Allemagne bougera. Outre que celle-ci ne peut éternellement ignorer les orientations de son principal partenaire, elle doit aussi faire face au risque des autoritarismes européens autrement que par l'inflexibilité actuelle de la chancelière Merkel à défendre les dogmes financiers dont le rejet est une cause essentielle des « *populismes* ». Car si l'Allemagne semble tirer jusqu'à présent le plus grand profit économique du cadre qu'elle a imposé à l'Europe, elle n'échappera pas à sa remise en question par ses partenaires ni aux conséquences pour elle-même. La crise des migrants n'est rien à côté de ce qui attend les prochains gouvernements allemands s'ils n'évoluent pas.

Le couple franco-allemand ne se grandit que des difficultés qu'il surmonte. La France est d'autant plus nécessaire à l'Allemagne, et à l'Europe dans son ensemble, que le président Trump a accéléré l'éloignement des États-Unis et du Vieux Continent, n'hésitant pas à désigner l'Union européenne comme un « *ennemi*⁴¹ », un adversaire économique au même titre que la Chine. Comme se le demande à juste titre Luuk Van Middelaar : « *Si les Américains replient leur parapluie nucléaire, où les Allemands iront-ils chercher refuge ? Dans la neutralité ? Dans un nationalisme de puissance moyenne ? Ou dans un système européen garanti au fond par la force de frappe française ? La dernière option, au fond la plus probable, redistribuerait les cartes entre Paris et Berlin [...]*⁴² . »

Une refondation européenne peut rendre à l'Union sa réelle envergure : mener de grands projets que nos nations seules ne peuvent accomplir. La nouvelle course à la puissance est celle de l'espace.

Pour l'instant, elle se joue entre les États-Unis et la Chine, et une poignée de multinationales. L'enjeu est stratégique. L'espace est un lieu de ressource en matières premières, dont certaines sont encore à découvrir. Il est également un domaine de rayonnement technologique pour les nations et les entreprises, qui peuvent offrir des services à une population ciblée depuis l'espace, et s'affranchir, ainsi, des règles du territoire concerné. C'est aussi une question militaire. L'exploitation et l'occupation de l'espace restent à organiser : c'est aujourd'hui le vide juridique, l'impensé politique. L'espace est, enfin, un lieu d'imaginaire déterminant, tant dans la culture classique que dans la culture populaire contemporaine. Comme l'a décrit Alexandre Koyré⁴³, la révolution copernicienne et les Lumières sont indissociables. La conquête de l'espace est une promesse à la mesure de l'Europe. Le continent a de grands atouts technologiques en la matière, une conscience éthique et des valeurs humanistes. Cette quête de l'humanité au-delà d'elle-même, aussi inconnue qu'excitante, incarne l'esprit européen, le dépassement de nouvelles frontières.

Si nous libérons l'Europe du dogmatisme financier et lui donnons des ambitions à sa hauteur, elle reviendra à la source de son identité faite de culture et d'élévation. En 1932, à l'occasion du congrès sur l'Europe de l'*Accademia d'Italia*, Stefan Zweig donne une conférence intitulée *La désintoxication morale de l'Europe*⁴⁴. L'écrivain autrichien formule trois idées pour « désintoxiquer » l'Europe de l'idéologie nationaliste. La première est d'enseigner une représentation de l'histoire fondée non pas sur le récit des guerres et des conquêtes militaires, mais sur la célébration des progrès culturels et de la civilisation. La deuxième consiste à développer un réseau de voyages et d'échanges culturels et universitaires, pour que la jeunesse de chaque pays européen apprenne à connaître les langues et les coutumes de ses voisins. Enfin, la troisième est de créer une agence chargée de démentir ou de rectifier toute fausse nouvelle ou accusation publiée dans un pays au sujet d'un autre. Ces propositions, pourtant vieilles de quatre-vingt-dix ans, résonnent pour nous. Elles expriment toute la substance de l'esprit européen : l'histoire,

entendue comme dépassement des différences ; la culture, pour terreau de l'émancipation de la jeunesse, et, comme fondement de l'amitié entre ses peuples, la vérité.



3

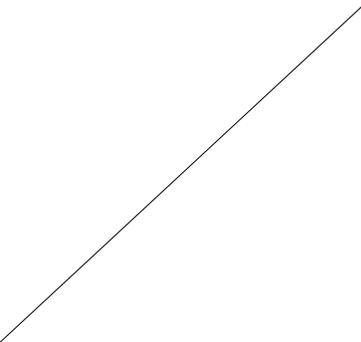
L'ÉCOLOGIE DE LA CRÉATION

Une transition
écologique payée
par les acteurs
économiques

« EN RÉSUMÉ, IL Y AURA UNE AMÉLIORATION
DE LA COOPÉRATION ENTRE LES NATIONS
ET GROUPES AU SEIN DES NATIONS,
PAS DU FAIT D'UNE SOUDAINÉ POUSSÉE
D'IDÉALISME OU DE DÉCENCE, MAIS DANS LE
CADRE D'UNE PRISE DE CONSCIENCE FROIDE
QUE L'INVERSE SIGNIFIERAIT NOTRE
DESTRUCTION À TOUS. »

Isaac Asimov

Entretien au Toronto Star,
31 décembre 1983



Les êtres humains et la nature sont reliés, intégrés dans un même cycle, part d'un tout. Devant la beauté de ce monde et ses bienfaits, tout nous invite à l'humilité. Nous en sommes chacun coresponsables. Ce que je préserve, je le partage avec toute l'humanité. Ce que je détruis, j'en prive toute l'humanité.

Le développement de l'espèce n'est pas seulement l'histoire de cette contemplation. Les humains se sont arrachés aux cycles de la nature, se sont établis pour fonder des civilisations. De la nature, nous ne sommes ni « *maîtres et possesseurs* », ni sujets. Nous entretenons avec elle un rapport organisateur. Il doit être fondé dans un équilibre entre la pérennité de la Terre et la possibilité de l'épanouissement humain.

Avons-nous tout gâché, déjà ? Non. Pouvons-nous encore tout détruire ? Oui. Nos yeux voient la dégradation de notre environnement et nos corps en pâtissent. Des scientifiques, partout dans le monde, nous avertissent depuis plusieurs décennies. Les gouvernements crient au feu et gesticulent. Le système néolibéral a mis en équation financière le droit de polluer, promettant qu'une fois de plus la solution serait économique. Ni la conscience de l'urgence, désormais partagée par le plus grand nombre, ni les ajustements esquissés par les dirigeants de la planète ne suffisent.

En ce qui concerne l'écologie, un projet politique doit répondre à deux questions. Sur quel principe organiser notre rapport à la Terre ? Et comment mettre en œuvre l'évolution vers ce nouveau rapport ? Le principe est de penser l'écologie politique comme la création d'un nouveau rapport à la Terre, en lieu et place d'un modèle de développement périmé qui nous mène vers un écosystème invivable. La

responsabilité financière de cette transition doit reposer essentiellement sur les grands acteurs économiques et l'État.

Tout d'abord, un projet politique pleinement conscient de sa responsabilité écologique ne peut pas être fondé sur la peur. Ce d'autant plus que le discours de l'urgence s'accompagne généralement d'une culpabilisation inefficace des citoyens, et de la mise en place de mécanismes punitifs à l'encontre des consommateurs. Ils finissent par braquer contre l'impératif d'agir des populations dans leur grande majorité éveillées au souci écologique.

Les scientifiques expliquent que notre modèle économique hérité de la seconde révolution industrielle et centré sur la croissance met la Terre en danger, menaçant notre survie en tant qu'espèce. Ont déjà disparu 60 % des vertébrés dans le monde et 80 % des insectes en Europe. La pollution de l'eau et de l'air, le bruit, la dégradation de nos espaces naturels, la disparition de la flore, la toxicité croissante de notre environnement, ou l'accumulation des déchets de notre mode de vie ne sont pas uniquement des dangers. Ces processus appauvrissent nos cadres de vie, ils appauvrissent notre expérience du monde, ils nous appauvrissent en tant qu'humains. Nous devons changer notre rapport à la Terre pour préserver la nature humaine, autant que pour protéger la nature.

Que serait une écologie de la création ? D'abord, une écologie qui nourrit bien. Ensuite, une économie qui produit dans le respect de nouvelles exigences écologiques. Enfin, un État qui ne se contente pas de moraliser et de taxer, mais qui conduit une véritable intervention stratégique.

RESPECTER NOS TERROIRS POUR BIEN NOUS NOURRIR

Nos agriculteurs et nos éleveurs sont les premiers acteurs de l'équilibre écologique. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, des modes de production agricole insoutenables ont été développés. Notre environnement en souffre, et nos agriculteurs aussi. Certains exploitants, les plus gros souvent, ont su tirer leur épingle de ce

jeu. Mais ce modèle agricole intensif favorise une exploitation des ressources à courte vue, et met en danger la santé des agriculteurs et des consommateurs, avec l'usage excessif de produits phytosanitaires dangereux. Il a conduit à une baisse significative du revenu moyen des agriculteurs. Une analyse comparable peut s'appliquer à nos éleveurs. Ni les producteurs ni les consommateurs ne sont satisfaits de la situation actuelle. Les Français souhaitent une alimentation saine, de qualité, respectueuse de l'environnement, et qui soit rémunératrice pour les agriculteurs et les éleveurs.

Un modèle agroécologique où les intérêts des exploitants et ceux des consommateurs convergent est possible. En 2018, l'humanité produit 1,5 fois l'alimentation dont elle a besoin. Dans le même temps, une personne sur trois ne mange pas à sa faim sur la planète, et l'obésité explose dans des sociétés riches, où les modes de vie sont trop sédentaires ; pourtant, 30 % des aliments sont gaspillés. En 2018, le World wildlife fund France (« WWFF ») et le Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (« CIVAM »)⁴⁵ ont par exemple montré que les exploitations laitières en agriculture durable « *sont globalement plus performantes sur le plan économique et social que les exploitations conventionnelles* », même si leur rendement est un peu plus faible. L'étude a démontré l'existence de cinq axes d'amélioration significatifs : une plus grande valeur ajoutée, une augmentation du revenu des agriculteurs, une meilleure contribution à l'emploi, une transmission plus aisée des fermes et un recours cinq fois moins important aux pesticides. Agriculture, écologie, santé, emploi : tout est lié. Penser comme un tout ces dimensions souvent segmentées dans l'analyse dominante ouvre de nouvelles perspectives.

Prenons pour exemple la question des aliments biologiques. Le discours public, toujours heureux d'opposer pauvres et riches, laisse entendre que « *le bio* » serait l'apanage des classes aisées, seules à même de s'offrir ce que l'on présente souvent comme des produits de luxe. Dans les faits, l'écart de coût entre les produits traditionnels et les produits biologiques est d'abord dû à la « sur-marge » que les distributeurs réalisent. Une majorité de Français préférerait bénéficier d'une alimentation biologique, mais des choix économiques,

voire commerciaux, empêchent un développement plus important de l'accès des consommateurs à ces produits. Pourtant, il s'agit d'un enjeu stratégique pour l'écologie et la santé des consommateurs. La politique doit s'en saisir. Fixons pour la France l'objectif d'une production alimentaire essentiellement agroécologique d'ici dix ans.

La France est fière de ses terroirs. Tous les pays du monde n'ont pas la chance de posséder un patrimoine agroécologique aussi exceptionnel. Notre amour du monde agricole, qui, ailleurs, a souvent disparu, n'est pas une nostalgie. Il est la preuve de notre attachement collectif à notre terre, à notre patrimoine, à ceux qui sont les premiers à en prendre soin. Il est aussi une chance pour notre avenir. Choisir une écologie de la création, c'est réinventer la noblesse des activités agricoles et d'élevage, orienter plus de citoyens vers ces métiers, valoriser des savoir-faire auxquels nous sommes tous attachés, et assurer à celles et ceux qui nous nourrissent les moyens de vivre dignement.

Améliorer la qualité des aliments produits permet également de protéger la santé de nos populations, de prévenir les maladies et de lutter contre les affections liées au vieillissement. L'alimentation doit être comprise de manière globale, en lien avec la question de la santé. Une mauvaise alimentation couplée à la sédentarisation croissante crée des problèmes de santé publique graves, handicapants pour les êtres et ruineux pour la société.

En privilégiant le rendement agricole sur la qualité nutritive des aliments, le système a abouti à faire baisser de façon inimaginable les apports en nutriments. Dans une étude du chercheur Brian Halweil, on découvre ainsi l'essor « *des calories vides* » : grasses et sucrées, mais inutiles pour la santé. Il y a cinquante ans, une pomme apportait 400 mg de vitamine C, indispensable pour les os et la peau. Aujourd'hui, elle en apporte 4 mg. L'apport nutritionnel du fruit le plus consommé par les Français a ainsi été divisé par 100. Il en va de même pour la quasi-totalité des aliments non transformés que nous consommons. Selon Philippe Desbrosses, docteur en sciences de l'environnement à l'université Paris-VII, « *après des décennies de croisements, l'industrie agroalimentaire a sélectionné les légumes les plus beaux et les plus résistants, mais rarement les plus riches sur le plan nutritif*⁴⁶ ».

Se contenter de blâmer les acteurs du secteur agro-industriel est simpliste. L'ensemble de l'industrie agroalimentaire a adhéré à un modèle qui était promu par les pouvoirs publics. Il a été plébiscité par les consommateurs, et il a nourri le plus grand nombre sur la base d'un rapport qualité/prix satisfaisant jusqu'à un passé récent. Ce modèle a aussi généré beaucoup de richesses et créé des emplois. Il a enfin abouti à la constitution de champions agroalimentaires français, devenus des réussites mondiales. Certains industriels résistent pour des questions économiques ; il faut l'entendre pour se donner les moyens de renverser le cours des choses. D'autres ont déjà compris la nécessité et l'opportunité de nourrir mieux : ils sélectionnent plus attentivement leurs ingrédients, modifient des recettes trop grasses et trop sucrées, et font le pari de la qualité et des circuits courts. Ils peuvent aussi décider de supprimer le plastique de leurs pailles, et de leurs emballages. Construire un nouveau consensus dans les domaines de la production, de la transformation et de la distribution des aliments nécessite une désaccoutumance collective.

LES NOUVELLES EXIGENCES ÉCOLOGIQUES

L'écologie de la création produit dans le respect de nouvelles exigences. Tout notre système économique est carboné, car il a été construit sur le développement d'infrastructures lourdes répondant aux besoins du modèle de croissance surgi au XIX^e siècle. Ces infrastructures sont présentes dans tous les domaines de notre vie : production d'énergie, transports, éclairage, refroidissement, chauffage... La valeur totale de ces infrastructures est estimée à 10 000 milliards de dollars à l'échelle mondiale. Remplacer tous ces équipements implique des investissements faramineux et prendra des décennies.

L'une des premières étapes pour aller vers un modèle économique « décarboné » est de remplacer systématiquement tous les équipements qui arrivent en fin de vie par leur équivalent renouvelable. Le chercheur de l'université de Stanford Paul N. Edwards souligne qu'au contraire, sur le plan mondial, « *on est loin d'opter pour cette*

*solution. Nous renouvelons les infrastructures vieillissantes avec les mêmes éléments nuisibles, tout en continuant de creuser, de forer, et de construire sans cesse*⁴⁷.» Remplacer les vieilles infrastructures polluantes par leur équivalent renouvelable doit devenir la norme.

La deuxième étape consiste à n'engager de nouvelles constructions d'infrastructures qu'à condition que celles-ci respectent les nouvelles exigences écologiques, afin d'éliminer l'usage des énergies fossiles. Dès aujourd'hui, il est possible de construire des bâtiments énergétiquement performants, quand bien même on ne peut pas remonter toute la chaîne de production pour la « décarboner » entièrement ni recycler tous ses déchets. Il existe aussi des bâtiments à énergie zéro ou « eau zéro nette », qui produisent de façon autonome leurs propres besoins. Et des technologies sont disponibles pour partager le surplus produit avec la communauté.

La troisième étape concerne les infrastructures les plus nocives ou dangereuses en cours d'exploitation, à l'instar des centrales à charbon ou nucléaires. Leur démantèlement anticipé est une mesure de précaution et une demande citoyenne. En trente ans, l'Allemagne a par exemple réduit ses émissions de 25 % en misant massivement sur les énergies renouvelables. La Chine est si gravement polluée qu'elle a pris des mesures drastiques pour renverser son mix énergétique, aujourd'hui dominé par les centrales à charbon à hauteur de 64 %. Elle produit déjà plus d'électricité photovoltaïque que n'importe quel autre pays au monde.

En France, la question des centrales nucléaires se pose avec une acuité toute particulière. Les gouvernements qui se sont succédé sont soupçonnés d'un parti pris idéologique en faveur du nucléaire ou accusés de céder à la pression des lobbyistes de cette industrie. En réalité, la part prépondérante de cette énergie, qui couvre encore 65 % de notre consommation électrique, résulte d'un choix historique à la fois politique et géostratégique. Il ne peut être défait aisément pour les motifs mêmes qui l'ont fondé, et qui demeurent d'actualité à l'aune des errements de certaines puissances pétrolières.

Notre indépendance énergétique a une valeur géostratégique. Nous devons nous assurer qu'en diminuant la part du nucléaire civil, nous ne nous mettons pas en situation de dépendance à l'égard

de quiconque. Fermer les centrales du jour au lendemain aurait aussi un impact sur le coût de l'énergie qui serait insupportable pour les ménages. Même certains écologistes des plus ardents, comme l'astrophysicien Aurélien Barrau, à l'origine de l'appel des 200 personnalités pour sauver la planète, reconnaissent qu'il faut « *viser une sortie lente du nucléaire. S'en extraire immédiatement serait catastrophique et imposerait de recourir à des énergies terriblement plus néfastes au niveau climatique*⁴⁸ ». Si la réduction de la part de l'atome dans notre mix énergétique s'impose, sa mise en œuvre nécessite une planification raisonnable pour qu'elle ne soit pas contre-productive économiquement et stratégiquement.

Bien entendu, sur tous ces sujets, il est possible d'agir au niveau individuel, celui des consommateurs et des propriétaires de logements, ou des conducteurs de véhicules, aujourd'hui à essence. Une économie se développe, qui entend permettre à chaque personne de devenir à terme auto-soutenable. Par exemple, il s'agit de permettre à chaque logement de produire sa propre électricité grâce à des panneaux solaires ou à l'énergie thermique, et leur régulation par les objets connectés. Les avancées de l'intelligence artificielle permettent de gérer automatiquement la consommation d'énergie d'un foyer en anticipant les comportements de ses habitants. L'efficacité énergétique s'améliore grâce à la massification de ces avancées. Elles sont souvent le fruit d'initiatives entrepreneuriales privées et contribuent à l'instauration d'une économie circulaire.

La voiture a une importance capitale dans la vie quotidienne. Elle a été l'un des facteurs du progrès social pendant les Trente Glorieuses. Les véhicules électriques ou à hydrogène se développent peu à peu comme substituts aux véhicules à essence. On ne peut attendre des citoyens qu'ils changent du jour au lendemain des équipements si coûteux. Pénaliser les conducteurs en augmentant les taxes revient souvent à transférer à eux seuls le coût de l'évolution écologique, qu'il faudrait, au contraire, mutualiser. Cette option est socialement inacceptable. Elle l'est d'autant moins en France, territoire largement rural où les infrastructures de transport collectif sont de moins en moins denses.

IL NOUS FAUT UNE OFFRE ÉCONOMIQUE QUI SOIT AUSSI UNE OFFRE ÉCOLOGIQUE

Toutes ces évolutions autonomes au niveau des individus sont loin d'être secondaires. Mais, dans le contexte actuel, la priorité de l'action publique est de conduire les changements les plus lourds, ceux qui touchent les infrastructures et notre système productif dans son ensemble. La puissance publique et le capitalisme se sont unis pour produire le modèle de production et de consommation carboné dont nous dépendons aujourd'hui. Il incombe à l'État et aux acteurs économiques de prendre en charge financièrement la sortie graduelle de ce modèle. Prétendre que la réduction de notre production de gaz à effet de serre repose d'abord sur les épaules des citoyens revient pour les dirigeants à se défaire de leurs propres responsabilités.

Choisir de se passer des énergies fossiles polluantes et dangereuses implique d'amorcer un processus dont nous ne maîtrisons pas encore tous les paramètres. Une approche progressive s'impose, en phase avec les découvertes scientifiques et les innovations technologiques à venir. Pour autant, attendre que la solution parfaite soit inventée n'est qu'une piètre excuse pour l'inaction. Il est préférable d'atteindre une économie « décarbonée » le plus rapidement possible, en utilisant les solutions disponibles. Mais cet effort massif ne peut pas reposer entièrement sur la contrainte des citoyens. Là encore, ceux qui ont échoué depuis trente ans se trompent. Certes, chacun de nous a la responsabilité de changer ses habitudes, de prendre sa part d'un immense effort collectif. Encore devons-nous pouvoir consommer et utiliser des produits qui répondent aux nouvelles exigences écologiques, qui soient disponibles largement, à un coût accessible pour tous. Il nous faut une offre économique qui soit une offre écologique. Aussi le financement de cette métamorphose de l'offre doit-il être supporté par les grands acteurs économiques qui créent et produisent.

Concrètement, l'État doit fixer, après une concertation informée, conduite secteur par secteur, les nouvelles exigences écologiques, et déterminer avec toutes les parties prenantes leurs délais de

réalisation. Par exemple : une organisation écologique du transport de marchandises dans cinq à dix ans, ou, dans un horizon de temps comparable, l'obligation pour tous les promoteurs immobiliers et les entreprises du bâtiment de construire exclusivement de façon énergétiquement neutre.

Le processus de réalisation, les techniques et technologies qui seront utilisées, les investissements qui seront déployés relèvent des entreprises publiques ou privées concernées. Car c'est le rôle des entreprises de produire ce dont les êtres humains ont besoin, c'est le rôle des entreprises d'innover pour rendre cette production possible, c'est le rôle de leurs actionnaires d'investir pour cela, et ils seront d'ailleurs payés en retour. L'exigence collective est de ne pas répercuter le coût de cette métamorphose sur les citoyens. Effectivement, la rentabilité de certaines activités pourra être réduite. Mais l'économie n'en pâtira pas, car il existe tous types de capitaux pour tous types de rendements. Preuve en est que l'investissement vert est une classe d'actif à part entière pour les financiers. Contrairement à ce que déclara l'économiste Milton Friedman au *New York Times*⁴⁹ il y a cinquante ans, la « *responsabilité sociale de l'entreprise* » n'est pas uniquement « *d'augmenter ses profits* ». Elle est de produire ce dont l'humanité a besoin.

Au cours de ce processus, des emplois seront perdus, et d'autres seront créés. Les seuls vrais perdants lors de ruptures technologiques et civilisationnelles majeures, comme celle que nous vivons, sont les industries en situation de monopole ou de rente. Eh bien, qu'elles perdent ! Il y aura certainement des dégâts dans des secteurs tels que le pétrole et la pétrochimie ou ses dérivés, comme le plastique. Il y aura aussi des opportunités pour ceux qui sauront se réinventer à temps, et pour les nouveaux entrants. La capacité de métamorphose de l'économie est à la mesure du pouvoir de création de tous ceux qui participent à la vie des entreprises.

Si l'État fixe de nouvelles exigences écologiques, il doit aussi établir un consensus sur ses modalités et accompagner la transition. La palette des outils à sa disposition est vaste : allègements fiscaux, soutien à la recherche, subventions, protection sectorielle transitoire, mutualisation du risque, accompagnement social, coopération

internationale... Mais le dispositif ne serait pas complet sans prévoir des sanctions à l'encontre des acteurs économiques qui ne respecteraient pas ce contrat pour l'évolution écologique. Elles doivent être dissuasives, et elles seront sévères : amendes, interdictions, démantèlements et, s'il le faut, nationalisations ! L'approche peut paraître rude. Elle n'est que la conséquence logique et légitime de choix politiques dont l'État, c'est-à-dire l'expression de l'intérêt général, doit être garant. Le défi écologique a besoin d'un État engagé.

Il ne s'agit pas d'une résurrection du dirigisme économique : rien ne limite la liberté d'entreprendre ou de réaliser des profits. Il s'agit d'une intervention stratégique de l'État à la mesure du problème à résoudre. Et celle-ci conduira en toute logique à un processus de création de richesse économique comparable à ce que furent les précédentes révolutions industrielles. L'opportunité est considérable pour le secteur privé. À terme, avec la transparence désormais exigée des entreprises par les règles boursières, et parfois même imposée par les lanceurs d'alerte, tout un chacun pourra savoir si une entreprise respecte réellement ou non ses obligations écologiques. On peut parier que celles qui le feront bénéficieront d'une meilleure valorisation boursière, et que les autres subiront une légitime décote.

Pour aller véritablement vers l'écologie de la création, toutes les décisions politiques devront être analysées en tenant compte de leur impact écologique, comme elles le sont aujourd'hui pour leurs conséquences économiques et juridiques. Il est temps de cesser de penser l'écologie comme une question à part, isolée, pour l'intégrer au centre des préoccupations publiques. L'écologie de la création forme un tout avec l'économie de la liberté, qui lui donne les moyens d'exister. Promettre aujourd'hui que, dans cinq ans, tout aura été changé serait un mensonge. Décider aujourd'hui de mettre à profit les cinq prochaines années pour organiser ces changements est parfaitement possible.

Si la France seule s'engage sur cette voie, la question du dérèglement climatique ne sera évidemment pas réglée. Aucune nation n'est en capacité d'imposer aux autres telle ou telle mesure, même de bon sens, pour mettre un terme à l'effondrement écologique.

Dans une période où la diplomatie internationale, dominée par des figures politiques autoritaires et manichéennes, peine à produire du consensus, l'écologie de la création est un concept que la France doit promouvoir à l'échelle du monde. Elle peut même contribuer à renouer le dialogue international pour fonder la base d'un nouvel universalisme.

Aujourd'hui, les accords juridiques internationaux ne couvrent pas la question écologique. La grande réussite que fut la COP21 doit être un modèle pour travailler à la création d'un cadre juridique international, afin que les engagements écologiques soient suivis d'effets. Mais rien n'est moins aisé : les intérêts économiques des États divergent, et la prise de conscience, selon les peuples, n'est pas identique. L'exemplarité de la France peut donner un poids à ces engagements. C'est ensuite que la longue histoire et le savoir-faire français en matière de diplomatie doivent jouer, comme la mise en place du règlement général sur la protection des données (RGPD) l'a montré. D'abord, l'exemplarité, ensuite, la persuasion, pour effectivement changer les choses. Et cela, la France sait le faire.

L'urgence d'agir est tellement pressante que des citoyens et des ONG ont décidé d'utiliser contre les États leurs propres engagements, qui ne sont souvent restés, il faut l'avouer, que largement déclaratifs. Aux Pays-Bas, la Fondation Urgenda a abouti, en 2018, à la condamnation en appel du gouvernement. En France, une campagne associative, « L'Affaire du siècle », visant à poursuivre en justice l'État français pour son inaction en matière de lutte contre le réchauffement climatique, a récemment été lancée. La pétition des quatre organisations non gouvernementales à l'origine de cette action a déjà recueilli plus de deux millions de signatures. Est-ce une bonne nouvelle ? C'est en tout cas le signe d'une prise de conscience collective, et, surtout, un signal sans équivoque adressé aux gouvernants par des peuples résolus à les rappeler à leur responsabilité.



4

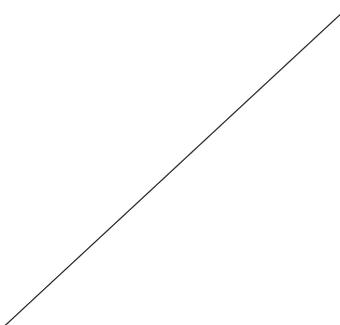
LA TRANSMISSION DE L'ÉGALITÉ

La République, c'est l'égalité

« UNE NATION PROFUSE, CONCRÈTE,
REÇUE EN HÉRITAGE, EST CONSTAMMENT
VENUE RAPPELER SON EXISTENCE
À LA NATION ABSTRAITE, SURGIE DU CONTRAT
ET DE L'ADHÉSION VOLONTAIRE DES HOMMES. »

Mona Ozouf,

L'identité de la France,
De Révolution en République,
Les chemins de la France, 2015



Plus que toute autre nation, la France est plurielle : par ses paysages, terroirs, croyances, traditions, langues, influences, brassages... Et, plus que toute autre nation, la France est union : elle s'est construite comme la volonté de former un tout qui ne soit pas la simple coexistence de ses parties.

À chaque âge, pourtant, notre querelle politique recommence le débat sur l'identité nationale. Les disputes internes – francs ou gaulois ; armagnacs ou bourguignons ; catholiques ou protestants ; droite ou gauche ; dreyfusards ou antis ; résistants face aux collaborateurs ; souverainistes contre européistes ; celles entre générations aussi, comme en 1968 – furent essentielles. La confrontation avec l'extérieur également. Ce fut souvent la guerre, et Pierre Nora de rappeler que « *la France a dû faire la guerre à tous les pays du monde à part la Pologne et les États-Unis*⁵⁰ ». Ce fut aussi l'intégration de nouvelles populations, et, avec elles, les solutions neuves à imaginer pour concilier les attaches et l'universel, le différent et le commun. Tout ceci, nous le revivons encore et toujours.

Aujourd'hui, ce qui pose question, c'est notre rapport à la diversité du monde, à ses apports, à la montée des communautarismes et des identitarismes, et à l'influence d'un modèle néolibéral d'inspiration anglo-saxonne qui s'étend de l'économie à la société. Dans la mesure, d'ailleurs, où la France s'est toujours définie dans un horizon plus grand qu'elle-même et aspire à l'universalité, il est particulièrement déstabilisant pour son identité d'être assailli par ces influences extérieures et, pire encore, meurtrie par l'irruption de la violence obscurantiste sur son sol. Ainsi, nous voici à l'un de ces moments de l'histoire où le pays s'interroge sur lui-même, sur

ce qui fait de lui une communauté, et sur l'autorité dont il dispose sur son propre avenir.

L'ALTÉRITÉ ÉGALE FACE AUX TYRANNIES IDENTITAIRES

L'être-ensemble républicain fait aujourd'hui face à un redoutable ennemi : l'assignation identitaire qui aboutit à définir les êtres humains, d'abord et avant tout, par leur origine ethno-raciale, leur mode de vie, leur orientation sexuelle, leur foi religieuse, et n'importe quel autre facteur, du moment qu'il puisse s'agir d'un critère prétendument assez objectivable pour caractériser une appartenance. Cette frénésie identitaire semble avoir contaminé toute la société, et la gauche comme la droite. Certains médias sont les vecteurs les plus puissants de sa propagation, en ne cessant d'entretenir les tensions entre les « victimes » et les « réactionnaires », et d'amplifier les procès en stigmatisation.

En France, depuis trente ans, les gouvernants ont à juste titre étendu les outils législatifs et économiques pour lutter contre les discriminations (par exemple, la politique contre le racisme) ou pour soutenir le mouvement historique d'émancipation sociale par l'égalisation des droits (par exemple, ceux des femmes). Mais ils ont aussi tenté d'acheter la paix sociale en promettant la croissance : à son retour, les inégalités, qui, de fait, frappent injustement les minorités avant tout, seraient résorbées, et tout rentrerait dans l'ordre. Mais, chacun le sait, la croissance n'est pas revenue, les inégalités se sont accrues, et, avec elles, les contestations et revendications identitaires ont enflé. Il est assez étrange, d'ailleurs, de constater que la gauche de gouvernement s'est ralliée à l'illusion, partagée traditionnellement pour des raisons diamétralement opposées par les marxistes et les libéraux, selon laquelle les facteurs économiques sont autant la cause que la solution des problèmes politiques et sociaux. Les facteurs culturels ont été éludés ou, pire, volontairement occultés. Les gouvernants ont échoué.

Ainsi, contrairement à l'intention recherchée, le pluralisme et la cohésion sociale ne se sont pas développés. Au contraire : à trop la

mettre en avant, chacun campe sur sa différence. Le tissu social ressemble à une pelote embrouillée de fils hérissés et électriques. Qu'on l'admette ou non, que cela fût inconscient chez certains dirigeants ou délibéré pour d'autres, derrière les exortations flamboyantes et répétées à la République se cachait une complaisante politique multiculturaliste et communautariste. Si la valorisation des différences a bien eu lieu, les devoirs communs ont été négligés. Trop d'effets pervers en sont nés : « *insécurité culturelle* » des uns, ressentiment aggravé des autres. Cette insatisfaction déchaîne un épuisant flux d'invectives et de mises en accusation sur les réseaux sociaux et ailleurs, et les procès ne cessent de se multiplier. Professeurs de sciences politiques, sociologues, responsables associatifs et journalistes s'injurient à longueur de journée. On est trop vite traité de raciste, d'homophobe ou d'islamophobe par certains groupes surchauffés dès que l'on ose intervenir sur ces questions. On peut même, comme Zineb El-Razhoui, être française, marocaine, femme, journaliste et militante des droits de l'homme, et être menacée de mort sur le sol français pour avoir notamment appelé l'islam « *à se soumettre à la critique et à l'humour* ». Parlant d'humour, d'ailleurs, la parodie ou la satire sont des arts français par excellence : Boileau ou Molière, Coluche ou *Charlie Hebdo* font « *rire pour corriger les mœurs* ». Le pluralisme français est souvent rugueux. Il ne peut être aseptisé.

Quant aux universalistes intransigeants, ils voient à tort derrière chaque demande particulière un identitarisme rétrograde. C'est une nouvelle guerre des dieux, absolue, qui reflète une situation sociale tout aussi violente. Les belligérants s'invectivent, mais ne dialoguent pas. Les opinions sont devenues des actes de foi indiscutables. Les communautés cohabitent, mais s'évitent.

Argumentant précisément contre « *l'évitement* », le philosophe américain Michaël J. Sandel estime que « *la confrontation publique plus vigoureuse de nos convictions morales pourrait renforcer et non pas fragiliser le respect que nous nous devons les uns aux autres*⁵¹ ». Malheureusement, le contraire se produit en France : le respect s'efface et les communautés se replient, et c'est là un signe de plus de l'affaiblissement de notre patrimoine républicain.

À ce sujet, l'avertissement, dans un autre contexte, d'un intellectuel africain, le Ghanéen Kwawme Antony Appiah, est particulièrement remarquable : « *Les identités ethno-raciales risquent fort de devenir obsessionnelles, un tout et la fin de tout, dans les vies de ceux qui s'identifient à elles. [...] Et en oblitérant les identités qu'ils partagent avec les gens en dehors de leur race ou de leur ethnicité, elles les détournent de la possibilité de s'identifier aux Autres. [...] Il ne faut pas laisser nos identités raciales nous soumettre à de nouvelles tyrannies*⁵². » Ce qu'il dit des identités ethno-raciales peut s'appliquer, dans notre pays, à toutes les formes d'appartenance mises en exergue à l'âge identitaire.

Nous avons la capacité de dénouer cette situation et de retisser le lien social pour faire vivre notre modèle républicain. Il est possible de stopper l'écroulement de notre contrat social par un acte fort de confiance républicaine et de refuser ces nouvelles tyrannies, d'abandonner la suspicion, de renoncer au complotisme, de faire reculer la haine de l'autre, le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme renaissants, en restaurant l'égalité républicaine comme principe fondateur de l'être-ensemble.

Qu'est-ce donc, en effet, qu'être français ? Construction continue, volontaire et politique largement guidée par l'État, la France est plus grande et plus forte que les Français, et ne se réduit pas à eux. Elle n'est ni l'addition ni la multiplication d'individualités ou de particularismes. Précisément, la définition « d'être français » tient dans l'acceptation pleine et entière de l'autorité de la France, de son histoire et de ses idéaux comme un tout, sur chacun de nous.

La République pose la liberté comme fondement, s'assigne la fraternité pour horizon, et choisit l'égalité pour chemin. Et s'il faut rechercher une formule fixe et indiscutée de notre identité, elle doit avoir pour référentiel l'égalité, et elle seule. Pour nous, l'égalité signifie l'altérité égale : toujours traiter autrui comme un égal, comme « *une fin et jamais uniquement comme un moyen*⁵³ », pour reprendre les mots indépassables d'Emmanuel Kant, c'est-à-dire comme si l'autre était, en dignité et en droits, un autre soi-même.

Dans son principe, l'égalité républicaine permet la justice, sans demander ni l'uniformité ni l'égalitarisme. Elle ne nous invite pas

à nous dépouiller de nos différences, car il n'est pas question, en République, de démissionner de toutes nos appartenances, mais de nous en abstraire. Le pari de la République consiste, en effet, à tenir ensemble la noblesse des valeurs universelles ; ainsi la possibilité d'un monde commun, et les attaches de notre histoire, de nos mémoires, de nos traditions particulières. Dans cette perspective, la diversité culturelle est une richesse. Vouloir la République, c'est accepter l'égalité des appartenances et en même temps la hiérarchie des valeurs, de telle sorte que l'on puisse, par exemple, à la fois être français, d'origine togolaise, de foi protestante, hétérosexuel, parisien et carnivore, du moment qu'à aucun moment cette sextuple appartenance ne s'oppose ni au principe supérieur de citoyenneté, ni aux lois de la République.

On entend certains dire que les seules cultures capables de participer au projet républicain seraient les cultures européennes – et, par là, ils entendent blanches et chrétiennes. Une parole raciste s'est malheureusement libérée. Elle doit être dénoncée et combattue. Lorsque la France a proclamé, la première dans le monde, que « *tous les hommes naissent libres et égaux en droit* », c'est de l'humanité tout entière, sans distinction, qu'il était question. La République est une idée. Elle n'a pas de sang. Mieux que toute autre forme politique, elle est préparée à un monde ouvert, brassé et mélangé.

La rébellion identitaire contre la République n'est pas le signe de son obsolescence, mais l'occasion de sa renaissance. Menacée aujourd'hui, la République l'était hier aussi. Chaque génération a dû prendre position pour la défendre et la renforcer, en l'actualisant.

LA LAÏCITÉ EST UNE VALEUR

L'autre pilier de la paix civique est la laïcité. Il nous est essentiel, alors que, partout dans le monde, on assiste à un retour parfois féroce du religieux. Les littéralismes, qui consistent à prendre les textes « *au pied de la lettre* » et sans souci du contexte, semblent convaincre chaque jour plus de fidèles. Ces mouvements répondent pour partie à une attente de sens, alors que les idéologies d'hier

s'effacent à mesure que le matérialisme néolibéral les remplace. Le vide laissé et l'appréhension devant les changements du monde permettent à certains prophètes du simplisme d'amasser les disciples. Ils ont tous en commun de considérer que leurs textes sacrés sont supérieurs aux lois, et doivent même les supplanter ; que le contexte importe moins que le dogme. C'est pour cela que les revendications politiques basées sur des croyances religieuses vont croissant. Elles concernent toutes les religions. Chacune a des fondamentalistes. Tous sont dangereux. On parle trop peu, par exemple, des églises inspirées et financées par la droite évangélique américaine.

La réponse de la République au fait religieux est la laïcité. L'aboutissement de ce principe fut posé par la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905, loi de compromis mise en œuvre dans une atmosphère de grande violence, au terme de laquelle le clergé catholique fut exproprié de ses biens. Il faut s'en souvenir et le répéter, encore et toujours. Ceux qui défient la laïcité aujourd'hui doivent comprendre que ce principe est devenu une valeur, après avoir combattu pour s'imposer face au catholicisme, religion enracinée en France depuis plus d'un millénaire d'histoire, de culture et de traditions ; religion majoritaire et d'État. La laïcité ne pliera donc devant aucune autre religion.

Ce que croit en son for intérieur chaque citoyen, sa vision du divin, le sens spirituel qu'il accorde à la vie, sont des croyances nobles. Mais elles ne relèvent pas du politique. Liberté de croire, liberté de ne pas croire : voilà ce que garantit la République. La religion n'est pas l'affaire du politique tant qu'elle respecte l'ordre tel que le législateur l'a défini. Mais la politique n'est pas l'affaire du religieux. La religion est une pratique privée dans l'espace privé. La laïcité organise la possibilité de cette liberté fondamentale.

Mais la laïcité est davantage que cela. La loi de 1905 consacre, en son article 1^{er}, la liberté de conscience devant la liberté religieuse. La laïcité n'est pas qu'une modalité d'organisation du rapport entre le politique et le religieux, mais une affirmation des valeurs de la République qui résultent de son histoire. Réduire la laïcité à la simple tolérance religieuse, sous l'influence néolibérale qui inspire le droit anglo-saxon et le droit communautaire européen, n'est

pas acceptable. Dans la hiérarchie des valeurs républicaines, la conscience est au-dessus de la tolérance.

L'islam soulève les plus grandes inquiétudes. Le sujet est délicat, car l'islam n'est pas accoutumé à la France, et la France connaît mal l'islam. Il y a comme un sentiment d'étrangeté réciproque. En sont particulièrement responsables tous ceux qui n'ont pas encore accepté la séparation du politique et du religieux, ou, pire encore, la refusent. Leur intégration à la modernité économique ne signifie en rien leur adhésion aux valeurs démocratiques.

En dépit des interrogations sur ce qu'est l'islam, la diversité de ses pratiques et l'inexistence d'une institution, qui, sur le modèle des religions catholiques ou juives, définirait son dogme et organiserait son culte, il n'existe aucune difficulté tant que nos compatriotes de foi musulmane croient de la même manière que la majorité des croyants catholiques, protestants, juifs ou bouddhistes. Si la pratique religieuse respecte la loi, qu'elle se conduit sur la base de l'égalité, ne revendique aucune subordination de la société à ses dogmes, des autres à sa foi, le politique n'a pas à intervenir. De ce point de vue, il est spécieux de vouloir « *adapter et moderniser la cadre juridique de la loi de 1905* » à la suite de l'émergence d'une nouvelle religion.

L'organisation du culte musulman, la transparence de ses financements et le contrôle du respect de l'ordre public par les organes cultuels sont les trois préoccupations que met en avant le Gouvernement pour envisager la révision de la loi de 1905. Mais en quoi la modification de cette loi pourrait-elle répondre à ces trois préoccupations majeures ? L'organisation d'un culte et ses principes théologiques ne regardent pas l'État, mais les croyants et les pratiquants. La transparence du financement privé des cultes peut être assurée par des contrôles étroits. La police des cultes est déjà entièrement contenue dans la loi de 1905. C'est l'obligation des religions de s'adapter à la loi, et non l'inverse, pour que tous les citoyens aient la faculté de vivre librement et tranquillement dans notre République.

L'intégrisme est une autre question. Une pratique religieuse qui voudrait imposer sur le territoire national des valeurs contraires

à celles de la République et à l'émancipation humaine, notamment l'inégalité entre les hommes et les femmes, doit simplement être interdite. L'intégrisme va souvent de pair avec la politisation de l'islam. L'islam politique n'a pas sa place en France. Il faut être plus ferme que jamais face à la minorité de ses adeptes.

Il y a, enfin, la barbarie terroriste. Certains nous disent que le sujet est complexe : déviance par rapport à l'islam authentique que représenterait, selon certains connaisseurs, le jihadisme, liens possiblement entremêlés entre la misère sociale et la radicalisation, etc. Qu'importe. La responsabilité politique commande d'affranchir la lutte contre le terrorisme intégriste de ce type de considérations. De ce point de vue, Gilles Kepel a eu raison de nous alerter, après l'attentat de Strasbourg, sur la candeur de l'Administration française, qui « *vit toujours dans l'illusion qu'au fond, le jihadisme n'est pas significatif, que ces gens-là sont déprimés, que c'est l'islamisation de la radicalisation [...]. On a là l'explication de l'échec total de ce qu'a été notre politique par rapport à ce phénomène : l'incapacité à comprendre la dimension idéologique de la radicalisation*⁵⁴ ». Rien, en effet, ne peut disculper ceux par qui le sang a été versé depuis Toulouse, *Charlie Hebdo* et l'Hyper-Cacher ; à Paris, à Nice, à Saint-Étienne-du-Rouvray, à Trèbes, à Strasbourg, et partout ailleurs en France et dans le monde.

Ce que des fous de Dieu radicalisés ciblent aujourd'hui, c'est le modèle républicain français, et pas uniquement un « *mode de vie* », comme si la France n'était qu'une fête joyeuse, la splendeur de ses paysages ou la douceur de vivre des terrasses de café parisiennes. Notre adversaire est une idéologie contre-séculaire. Une idéologie, institutionnelle dans des pays qui la financent et n'ont souvent de démocratie que l'étiquette, qui asservit la liberté au dogme, récuse le savoir, étouffe les droits, muselle les opposants, asservit les femmes et instrumentalise les enfants. Il faut en tirer toutes les conséquences intérieures, ainsi que diplomatiques dans les relations que nous entretenons avec des États qui soutiennent notoirement ces obscurantistes.

C'est notre histoire et notre pensée, leur intimité progressiste, qui sont attaquées. Notre pays a des racines judéo-chrétiennes, c'est un fait historique. Comme il est un fait, désormais plus essentiel encore,

qu'avoir construit un pays laïc est notre identité substantielle, le socle de la République, la boussole de nos valeurs sociales. Laisser même supposer, dans la période actuelle, que l'on pourrait toucher à la loi de 1905 est irresponsable.

L'ÉCOLE NE DOIT PAS QU'INSTRUIRE ; ELLE DOIT ÉDUIQUER

Les tentations multiculturelles, identitaristes ou communautaristes s'accroissent, et ce ne sera pas l'affaire de quelques années pour les résorber. Face à toutes ces menaces, une institution peut nous sauver : l'école. L'école est l'institution par laquelle la République s'est solidifiée dans le quotidien et le cœur des Français. La III^e République lui avait fixé cette mission. Aujourd'hui, une vision de l'école comme lieu d'enseignement uniquement s'est imposée. Les enfants vont à l'école pour apprendre à lire, à écrire, à s'ouvrir au monde. De toute évidence, ces objectifs sont cruciaux, mais il ne faut pas laisser de côté l'ambition éducative de l'école. L'historien Gabriel Monod expliquait qu'à l'école, « *il faut accorder autant d'importance à la conduite qu'au travail* ». Aujourd'hui, avec les moyens dont elle dispose, l'école ne parvient pas à être le creuset de notre République.

On entend dire que cette situation serait due à des familles qui refusent de jouer leur rôle éducatif, que les enfants seraient plus violents que ceux d'hier, et que l'école ne peut pas intégrer des enfants d'origines plus diverses. Au lieu de nous arrêter à ces spéculations, nous devons renforcer l'institution scolaire. Si les républicains d'hier se sont battus pour une école publique et gratuite, c'est parce qu'ils lui avaient fixé pour objectif d'éduquer des enfants issus de cultures si diverses qu'ils courraient le risque de ne pas s'intégrer à l'ensemble républicain. Charles Péguy a forgé une expression qui demeure : « *Les hussards noirs*⁵⁵ » de la République. C'était tout dire : les professeurs étaient l'avant-garde de la République. Ces jeunes gens, envoyés partout sur le territoire, avaient pour mission de donner à tous les enfants la possibilité d'appartenir à un tout, et les moyens de vivre et de transmettre, eux aussi, les valeurs de la République.

À la fin du xix^e siècle, et encore au début du xx^e, les enseignants voyaient débarquer dans leur classe des enfants ne parlant que le patois, habitués à des modes de vie où la violence était souvent omniprésente. C'était alors à l'école que revenait la tâche de les éduquer, pour en faire des citoyens capables de choisir de manière autonome et libre la suite qu'ils donneraient à leur existence. Mais son autorité d'hier, l'institution scolaire a dû la conquérir. Et, pour y parvenir, elle a dû se fixer une ambition claire et s'en donner les moyens effectifs. C'est au travers de l'école que la République s'est affermie, et c'est seulement un retour de l'école à ses responsabilités civiques qui permettra de faire face aux menaces antirépublicaines.

Ainsi, l'école doit aujourd'hui reprendre sur elle l'éducation. Ce sera difficile et long, et le chemin est semé d'embûches. Mais c'est bien pour cela que les professeurs dépendent du ministère de l'Éducation nationale. Aujourd'hui, l'école n'a ni les moyens ni les méthodes de cette ambition. Des professeurs sous-payés, formés rapidement à enseigner, mais pas nécessairement prêts à éduquer... Il faut revaloriser leur travail, et pas uniquement par les mots et les incantations. Il faut leur donner les moyens matériels et humains de jouer leur rôle si fondamental pour la vie de la République ; pour qu'en plus de l'enseignement, les professeurs éduquent. L'école doit être cet espace où, en lien avec d'autres spécialistes de l'enfance, les professeurs disposent des moyens nécessaires à l'éducation des futurs citoyens. Pourquoi le professeur serait-il abandonné sans soutien face à des problématiques sociales et souvent psychologiques d'une gravité extrême ? Les « stylos rouges » ou le mouvement *pasdevague* n'expriment-ils pas la même préoccupation ? Mara Goyet, enseignante et écrivain, l'a dit avec ses mots à l'occasion d'une conférence devant le groupe de réflexion L'aurore : « *Il faut, en tout cas, que chacun paie de sa personne pour y arriver. Enseignants, parents, amis, médecins, policiers et autres, nous sommes tous embarqués. C'est cela aussi l'exigence républicaine : donner de sa personne pour transmettre, éduquer et instruire*⁵⁶. » L'école doit devenir ce lieu où se décline une action globale pour mener tous les enfants, sans aucune exception, vers l'égalité citoyenne.

LES MIGRATIONS SONT LE MIROIR DE NOTRE HUMANITÉ

Les migrations représentent le dernier défi auquel est confrontée la volonté de transmettre l'égalité. Pour ce qui est du droit d'asile, la France, pays des droits de l'homme, s'honore d'accueillir toutes celles et tous ceux, qui, persécutés dans leur patrie, n'ont d'autre choix que de subir l'exil. L'exil n'est ni une expatriation ni un séjour touristique. C'est rarement un choix. C'est une nécessité qui coûte, souvent une rupture grave qui blesse profondément, toujours un déracinement. Le fait que des demandeurs d'asile choisissent la France montre la valeur qu'ils accordent à nos principes. Cette hospitalité républicaine est aussi ce qui fait de nous une grande nation. Et c'est en toute conscience que nos constitutionnalistes ont choisi d'intégrer le droit d'asile dans notre Constitution, au cœur de la norme la plus élevée qui gouverne notre République. Ce choix nous honore autant qu'il nous oblige. L'abandonner, le dénaturer ou le réduire serait un crime.

Il y a, sur notre territoire, un grand nombre de personnes sans papiers. Ces personnes vivent au milieu de nous, souvent sans que nous connaissions leur statut. Ce sont des voisins, des ouvriers, des étudiants, des gardes d'enfants... Leur situation les oblige à vivre cachés et les rend vulnérables à toutes les formes d'exploitation. Régularisons toutes ces personnes une fois pour toutes, et par une seule et même règle fondée sur l'ordre et la justice, qui, dans la République, font cause commune. Car la situation actuelle est indigne de la République, et l'affaiblit par le caractère arbitraire des régularisations au cas par cas. Aujourd'hui, il est de notoriété publique qu'en fonction des préfectures, les régularisations se font de manière arbitraire et incohérente. Ici, une personne parfaitement intégrée se voit reconduite à la frontière ; là-bas, une personne qui ne respecte pas les lois de la République obtient un titre de séjour ; ailleurs, une personne qui ne parvient pas à obtenir ses papiers reste sur le territoire national. Cette inégalité de traitement porte préjudice au droit de ces personnes et au projet républicain.

Après un examen minutieux, pourront obtenir un titre de séjour celles qui vivent parmi nous depuis dix ans au moins, dont le casier

judiciaire est absolument vierge, et qui démontrent qu'elles sont parvenues à s'intégrer : maîtrise du français, activité, respect des valeurs républicaines... Il s'agirait d'un parcours sur plusieurs années commençant par la délivrance d'un titre de séjour court, accompagné d'un suivi permettant d'évaluer la capacité de ces personnes à rester sur notre territoire. Mais il est impératif que toutes les personnes qui ne respecteraient pas les conditions fixées soient immédiatement reconduites à la frontière.

Le monde entier est confronté à des migrations forcées. Elles ne feront qu'exploser. Poussés par le désespoir, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants se pressent à nos frontières après avoir traversé des déserts, des zones de guerre et des mers. Ces routes sont jonchées des corps de ceux qui n'avaient plus la force ou de ceux qui y ont été assassinés. Avant d'aborder cette question difficile, qui, en vérité, ne relève pas de la législation internationale du droit d'asile, et pas tout à fait de ce qu'était l'immigration de travail, efforçons-nous un instant de comprendre ce que disent ces migrations.

Imaginons que, chaque année, des milliers, voire des millions de jeunes Français quittent le pays de leur naissance pour partir, au péril de leur vie, chercher, ailleurs, les moyens de leur subsistance et de celle de leur famille. En tant qu'État, nous ne pourrions nous y résoudre ; nous ferions tout pour protéger notre jeunesse, pour canaliser sa force et son courage au bénéfice de la nation !

Pourquoi est-ce que les États d'où viennent ces migrants forcés ne font pas pour leur jeunesse ce que nous ferions pour la nôtre ? Ces migrations sont à leur avantage. Ces États n'ont pas les moyens de créer pour eux des opportunités. Ils ne veulent pas non plus se battre pour retenir chez eux une jeunesse dont la force et le courage pourraient bousculer les ordres établis. Comme une cocotte qui bout, les laisser partir peut faire retomber la pression et maintenir des ordres politiques et sociaux iniques. La France pourrait choisir, comme d'autres pays l'ont fait, de profiter pour son compte propre de cette force et de ce courage. Certains sont instruits, compétents, demandeurs d'une véritable intégration. Ce serait un choix cynique.

Permettons aux migrants qui fuient le *statu quo* dans leur pays de rentrer chez eux, pour changer le cours des choses. Afin d'y parvenir,

ils auront besoin de métiers, d'outils leur permettant d'entreprendre et d'une formation pour comprendre comment construire un État juste. La République peut transmettre à ceux qui sont jetés sur les routes du désespoir des outils pour bâtir dans leur patrie des sociétés à la hauteur de leurs espérances.

Il faut pour cela donner à ces migrants les moyens qui leur permettront de changer les choses chez eux, en fonction de leurs propres choix. Par exemple, les centres de formation des apprentis pourraient être mis à contribution pour enseigner un métier, ou la création et la gestion d'une entreprise. Une formation obligatoire serait offerte pour enseigner les fondements de la démocratie, par exemple avec la participation de nos instituts d'études politiques. En outre, chacun devra s'engager au sein d'une association pour participer à la vie civique du pays et apprendre de quelle manière, à côté de l'entreprise et de la politique, une activité bénévole participe à la construction d'une société solidaire. Une fois ce parcours terminé, chacun devra rentrer chez lui, et mettre à profit ce qu'il aura appris. Il ne fait aucun doute que des situations particulières pourraient donner à certains le désir de rester, et que la liberté de choix devra s'exercer dans certaines conditions. Mais pour ces migrants, il est préférable que la France soit un refuge, un havre de paix, et non pas un port d'arrivée. Nous devons leur dire dès le départ quel contrat ferme nous leur proposons : les accueillir fraternellement, les relever et leur donner les moyens de réussir pour regagner leur patrie.

Un jour viendra, sans doute, où chaque être humain sera libre d'aller et venir partout où il le souhaite. L'humanité sera alors consacrée.



5

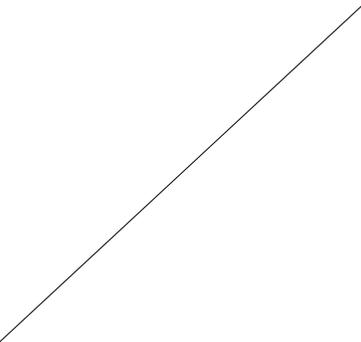
**L'AUTORITÉ
DE LA
DÉMOCRATIE**

L'autorité contre
la démesure

« LE PEUPLE, MÉPRISÉ,
EST BIENTÔT MÉPRISABLE ;
ESTIMEZ-LE, IL S'ÉLÈVERA. »

Alain,

Propos d'un Normand, 1952



l'inspiration d'une rupture politique surgit invariablement de l'imaginaire des peuples : « *la révolution, disait François Furet, c'est l'imaginaire d'une société devenu le tissu même de son histoire*⁵⁷ ». Les peuples font le pouvoir et les hommes d'État, et non l'inverse. Nos gouvernants semblent l'avoir oublié. Pour eux, la politique est une question d'image et de pédagogie : il s'agit de bien nous expliquer ce que nous devons penser, et donc comment voter. En cela, ils ont pour alliés objectifs toutes les influences dictées par les contraintes économiques, les tendances consuméristes et nos vies numériques, qui sont soumises, chacun s'en rend maintenant compte, à des manipulations aussi inouïes que surnoises, et demain sans doute à ce que l'intelligence artificielle « *pensera* ». On a beau nous dire qu'étant une véritable intelligence, sa réflexion sera autonome, il est difficile d'imaginer une « IA » critiquant ou se rebellant contre l'ordre établi.

Souvent, nous entendons les médias dire de tel ou tel chef de gouvernement qu'il « *n'a pas été compris* » et doit changer de comportement. Et si, au contraire, il avait été parfaitement compris et devait, plutôt que de comportement, changer de politique ? Comme une véritable alternance ne s'est jamais produite en France ces trente dernières années, c'est finalement toute la politique et ses représentants que les Français veulent changer. Dans leurs pays, Trump, Orban, Salvini, Bolsonaro ; Poutine et Erdoğan, d'une autre façon, ont su tirer profit du vide. Lorsque l'offre politique est à bout de souffle, des hommes en apparence d'autorité, en réalité des autocrates, comblent cette vacance.

LA COLÈRE FACE AU VIDE

La France fait l'expérience d'une accélération brutale et violente de l'histoire après une morne période, et l'on entend s'exprimer des désirs de régimes politiques différents. Non pas que l'actualité fût sans soubresauts dramatiques depuis trente ans, mais les évolutions semblaient s'ordonner à une longue logique uniforme. Les gouvernements passaient, mais la matrice intellectuelle, les structures de pilotage de l'économie et l'agencement des institutions demeuraient. La France a connu un monotone retour du même.

En réalité, la contestation sociale et l'ébullition critique existaient bien avant décembre 2018. Mais les « gilets jaunes » ont précipité l'offensive contre le cours des choses néolibéral. Ils sont en révolte contre la ruse des gouvernants, qui les ont abandonnés à eux-mêmes. Dépouillés de leurs effets collatéraux, de la violence et des troubles publics inadmissibles occasionnés, la fronde des gilets jaunes et le soutien qu'elle a reçu dans l'opinion demeurent des symptômes aigus de l'état de notre pays et de sa démocratie.

Ce mouvement prend la forme de la première révolte de la démocratie d'opinion contre le premier président issu de la démocratie d'opinion. Sans les réseaux sociaux et la sensibilité des médias traditionnels à leur égard, il aurait été impossible à ces « invisibles » de construire une protestation si ample et de lui trouver une caisse de résonance aussi forte. Pour se faire entendre, la colère a usé des mêmes canaux qu'Emmanuel Macron pour se faire élire. Il n'avait pas de parti, pas d'élu, pas de relais territorial à sa disposition, pas de corps intermédiaires dans sa sphère d'influence. La colère populaire n'en a pas non plus. C'est sa force, et c'est aussi sa limite. Où peut mener une révolte sans finalités cohérentes ?

Dans le contexte des troubles actuels, l'idée que l'instauration d'une démocratie directe, par opposition au système représentatif français, serait la clef de résolution de la crise est de plus en plus débattue. La consultation nationale lancée par le Gouvernement n'ignore pas le sujet. L'idée de la démocratie directe est aussi ancienne que la démocratie elle-même. En apparence, elle semble légitime, car se proposant de poursuivre le mouvement d'émancipation des peuples.

Mais imaginons un instant ce que serait une telle démocratie directe, poussée à l'extrême à l'âge du numérique.

Dans un roman aussi fascinant qu'inquiétant⁵⁸, le romancier américain David Eggers imagine l'univers d'une société de nouvelles technologies, le Cercle, parvenue à convaincre tous les responsables politiques américains de devenir « *transparents* ». Chacun porte en permanence autour du cou une minuscule caméra fournie gratuitement, comme la plupart des services de l'entreprise. Le télécran d'Orwell dans *1984* est, en apparence, inversé : ce n'est plus *Big Brother* qui surveille les citoyens, mais les citoyens qui croient surveiller leurs représentants, adoptant un terrifiant mot d'ordre : « *Tout ce qui se passe doit être su.* » Un système, baptisé *Demopower*, permet à chaque citoyen d'être consulté instantanément, à tout moment, sur tout sujet. Les citoyens pensent avoir le contrôle total. Mais qui surveille, finalement, les surveillants et les surveillés ?

Cette démocratie directe, à base de *like* et de *dislike*, est en réalité manipulée au bénéfice exclusif des fondateurs du Cercle. Les citoyens-utilisateurs sont pris au piège d'une connexion infinie et circulaire, victime d'une soumission librement consentie à l'univers des produits du Cercle. Dans la plus parfaite des transparences et consultés sur tout, à tout instant, ils exposent au Cercle leurs pensées les plus intimes et leurs opinions les plus déterminantes.

Ce cauchemar totalitaire d'un nouveau genre est presque déjà le nôtre. Les « géants d'Internet », tous américains (les GAFAM), ont la puissance d'exproprier les esprits de leur pleine capacité de discernement, et ainsi les peuples de leurs droits fondamentaux. Avec l'Internet des objets, une toile de captation numérique s'est étendue à tout l'espace, privé comme public. Quel usage est réellement fait de ces données ? Et à quel détournement des libertés participe-t-il ? Personne ne peut le dire. Et aucun texte ne définit la notion de vie privée, renvoyée au droit jurisprudentiel. Enfin, aucune organisation politique n'est en mesure de réguler ni de contraindre ces espions virtuels de nos vies quotidiennes, de nos opinions et de nos habitudes, puisque le déploiement exponentiel de l'Internet des objets repose sur la liberté de consommer. Nous consentons à la construction de notre prison numérique. Aussi, la plupart des connaisseurs raisonnables

du sujet suggèrent-ils de coopérer, avec efficacité et rigueur, avec les GAFAM et leurs semblables. Les affaires autour de *Facebook* ont plutôt montré que la coopération n'empêchait aucun débordement. Difficile de dire, d'ores et déjà, quelle voie sera la meilleure. Pour les États, la vigilance extrême et le contrôle strict s'imposent.

Là où les géants américains ne peuvent pénétrer, en Chine, leurs jumeaux des BAT (Baïdu – Alibaba – Tencent) remplissent le même rôle, mais sous la supervision du pouvoir. La situation est claire : le Gouvernement chinois et les BAT coopèrent à la surveillance de citoyens, et même à leur notation sociale, aujourd'hui en cours d'expérimentation. Les BAT sont des citoyens comme les autres, surveillants, certes, mais surveillés, aussi. Ils ont, en ce sens, moins de pouvoir que les GAFAM, qui ne trouvent aucun ordre politique au-dessus d'eux, tout en demeurant potentiellement aussi manipulateurs et nuisibles.

Voir dans la démocratie directe une issue à la crise s'appuie sur une erreur d'analyse du rejet de la représentativité, et des risques auxquels le monde numérique expose des démocraties déjà fragilisées. Le rejet de la représentativité n'est pas celui de sa forme institutionnelle. Il est d'abord celui de son programme politique : l'abdication devant le néolibéralisme. Il est aussi celui de sa composition : le rejet de la représentativité est plutôt celui des représentants, issus d'une endogamie des vieux partis et de l'Administration, souvent déconnectés de la vraie vie. Ces facteurs combinés, plutôt que la forme des institutions, ont interdit au système d'évoluer et de créer une alternative politique.

En réalité, le système représentatif est sans doute celui qui permet le mieux de garantir l'autonomie des décisions en démocratie. Dans une société numérique, sous la pression des nombreuses urgences fictives, toutes les influences et toutes les manipulations sont possibles, instantanément. En outre, entendre que les citoyens veulent « participer à » et « décider de » la vie de la cité ne suffit pas à conclure qu'ils veulent tous faire de la politique, tout le temps. Même un mouvement comme les « gilets jaunes », bien que soutenu selon les sondages par plus des deux tiers des Français en décembre 2018, n'est pas parvenu, à ce jour, à faire émerger des

leaders ni à mobiliser des foules comparables aux grands mouvements sociaux des années 1980 à 2000. Sans doute parce qu'existe une confusion entre la démocratie d'opinion, qui a fait ce mouvement, et la démocratie directe, dont il se réclame ; l'une et l'autre n'ayant finalement qu'un rapport distant avec la démocratie, pouvoir du peuple de choisir librement son avenir.

UNE DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE OUVERTE

Plutôt qu'une démocratie directe livrée à la tyrannie de l'opinion et à la démesure des sensations, nous devons ouvrir la démocratie représentative en lui donnant une pleine dimension délibérative, ouverte à tous les citoyens, par opposition au système fermé qui caractérise la pratique actuelle des institutions de la v^e République. Cinq idées en ce sens.

Premièrement, la comptabilisation du vote blanc. Le bon sens commande ce changement, pour que les citoyens conquièrent le droit de sanctionner une offre politique insuffisante sans verser dans les extrêmes. En contrepartie, l'instauration du vote obligatoire est une évidence.

Deuxièmement, une Assemblée nationale renforcée et enrichie par l'instauration d'une dose de proportionnalité. Le Sénat doit-il survivre dans ce contexte ? Le supprimer permettrait de simplifier le processus de fabrication de la loi, inutilement long et complexe, et de faire disparaître le statut de sénateur, qui n'est pas compris, et sans doute daté.

Troisièmement, si l'interdiction du cumul a généralement été perçue comme une évolution positive, être à la fois député et élu municipal, doté de fonctions exécutives, est une bonne chose. Un élu municipal également député est sans doute moins boutique. Un député également élu municipal est sans doute plus proche des réalités. La République n'a pas suivi le bon chemin sur ce cas particulier, mais l'interdiction de toutes les autres formes de cumul doit être maintenue.

Quatrièmement : l'instauration d'un véritable référendum d'initiative citoyenne (RIC) par la suppression de l'initiative partagée avec les assemblées et l'abaissement du seuil à 3 % du corps électoral, soit environ 1,3 million de personnes. Celui-ci ne serait pas abrogatif, mais propositionnel. Son champ d'application doit être tracé avec discernement, afin qu'il ne devienne pas le miroir de toutes les passions politiques ni l'arme de ceux qui veulent déstabiliser la République. En particulier, il ne saurait être utilisé contre les libertés fondamentales dont le corpus a été patiemment édifié à travers les régimes successifs. Le référendum d'initiative citoyenne est particulièrement pertinent au niveau local. L'usager d'un service ou le citoyen d'un territoire sont souvent les meilleurs experts du quotidien.

Le référendum d'initiative citoyenne a pour objectif d'ouvrir la démocratie représentative, et non de court-circuiter la République. Et, seul, quelle qu'en soit la forme d'ailleurs, le RIC ne peut apporter la dimension délibérative universelle qui fait défaut à la démocratie française, et que s'approprient les médias et les réseaux sociaux sous une forme appauvrissante et dangereuse.

C'est pourquoi, cinquièmement, la création d'une Assemblée citoyenne consultative, en lieu et place du Conseil économique, social et environnemental, peut donner à notre démocratie la dimension délibérative qui lui manque. Cette Assemblée serait composée pour un tiers d'électeurs, pour un deuxième tiers d'élus locaux, et pour le dernier tiers de personnalités qualifiées. Bien que consultative, son aura citoyenne lui donnerait, à l'heure de la transparence numérique, un poids significatif sur toutes les lois en débat. Toutes ses délibérations seraient publiques, et feraient l'objet d'échanges avec les commissions spécialisées de l'Assemblée, offrant ainsi un espace d'expression démocratique ouvert, mais organisé, faisant contrepoint au tohu-bohu des réseaux sociaux.

L'AUTORITÉ DE LA DÉMOCRATIE PLUTÔT QUE SA DÉMESURE

La v^e République pratiquée avec équilibre représente une stabilité, une certaine idée de la France qui demeure. Certes, elle n'est pas sans failles. Mais le remaniement systématique des institutions et de la Constitution est une mauvaise habitude, une réaction souvent superficielle à des problèmes qui relèvent d'abord du contenu des politiques, et de l'identité de ceux qui les mettent en œuvre. On ne change pas de politique en changeant de Constitution, mais en changeant de projet politique. D'où la nécessité d'une véritable opposition, crédible, capable de proposer une alternative réelle ; opposition dont la France est aujourd'hui cruellement dépourvue. L'autorité de la démocratie est une question de contenu politique, et non seulement de forme institutionnelle.

La fonction présidentielle, qui incarne la v^e République, suscite tout particulièrement des questions. Chaque président a eu sa nuance, son interprétation de l'institution, et son style dans le port du costume. Du point de vue des institutions, d'abord, l'époque ne se prête pas à un exercice altier de la fonction présidentielle, qui s'affranchit d'un dialogue respectueux et conscient avec les corps intermédiaires, la société civile et les oppositions. Il nous faut un président attentif aux contre-pouvoirs. La fonction invite à l'autorité, et non à la supériorité.

Quant au style présidentiel, il s'est trouvé au cœur de toutes les discussions récentes, et particulièrement par la comparaison entre la présidence « normale » de François Hollande et la présidence « jupitérienne » d'Emmanuel Macron. Une présidence ne doit être ni normale ni jupitérienne : la fonction s'exerce sans adjectif.

Surtout, trois qualités de fond sont indispensables à l'exercice de la fonction présidentielle. Premièrement, l'autonomie. Un président de la République doit, au terme d'une chaîne de consultations conformes aux institutions et aux pratiques politiques, prendre ses décisions en ne subissant aucune influence, d'aucune sorte. C'est la nature de son lien avec le peuple, qui exige de lui une autonomie intacte en toutes circonstances. Deuxièmement, la sobriété. La société du spectacle, et plus encore depuis qu'elle est devenue

un divertissement en continu, pousse les gouvernants à surjouer. C'est tout le contraire qui doit être la marque de l'autorité présidentielle. Troisièmement, le sens de la responsabilité. Être chef de l'État veut dire apporter des réponses et non intérioriser des contraintes, et être le garant de leur déploiement dans l'ordre et pour la justice.

Enfin, il reste encore à faire pour dissiper le malentendu sur les privilèges dont bénéficieraient les gouvernants. La rémunération de certains hauts fonctionnaires semble échapper à des règles objectives et raisonnables, en particulier au sein des autorités administratives dites « indépendantes », qui sont de plus en plus nombreuses – ce statut, d'ailleurs discutable en soi, ne doit pas les affranchir de rendre des comptes. Le statut des anciens présidents de la République doit également être reconsidéré. S'il est légitime de protéger à vie un ancien président – il peut être une cible et, à travers lui, la République –, pourquoi lui payer des locaux et des collaborateurs ? Une fois son mandat achevé, libre à lui de revenir à la politique militante, de travailler ou de prendre sa retraite, s'il en a l'âge, sans que les contribuables ne subventionnent son choix.

L'autorité de la démocratie doit être restaurée pour répondre à ce que Tzvetan Todorov a nommé sa démesure : « *La démocratie est malade de sa démesure, la liberté y devient tyrannie, le peuple se transforme en masse manipulable, le désir de promouvoir le progrès se mue en esprit de croisade. L'économie, l'État et le droit cessent d'être des moyens en vue de l'épanouissement de tous, et participent désormais d'un processus de déshumanisation*⁵⁹. » Précisément, les coups portés contre la République, du dedans comme du dehors, doivent nous conduire à accroître la démocratie, et non à la réduire davantage encore en succombant, sous la pression des événements, à de prétendues solutions qui signeraient son arrêt de mort.

FRANCE, DOUCE PUISSANCE

Le projet français lui fixe une empreinte mondiale. Nous dépendons du monde dans la mesure où notre imaginaire y prend sa mesure. La politique intérieure de la France est l'institution de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. La politique extérieure de la France n'est-elle pas la continuation de la République par d'autres moyens ? Tout président de la République tire sa stature extérieure de sa solidité intérieure, et vice versa. Aussi, la refondation française va-t-elle main dans la main avec la volonté de libérer l'Europe, et l'ambition d'humaniser la mondialisation.

L'actualité de ce monde s'acharne à étouffer cet idéal. La guerre, le terrorisme, le repli nationaliste, le pouvoir incontrôlé que se fabriquent les multinationales du numérique, les manipulations d'États voyous ou d'organisations criminelles, les migrations forcées par la misère ou le désespoir : le désordre international effraie. Et nous avons le sentiment que la France ne sait plus ou ne peut plus dépasser ces contraintes, mais doit abdiquer et les interioriser.

Ce contexte justifie d'abord d'être prêt, à tout moment, à se défendre. Il est interdit d'être petit, « *la politique la plus coûteuse, la plus ruineuse*⁶⁰ », comme le disait le Général de Gaulle. Nous devons à nos armées tous les moyens de dissuader, protéger et, quand il le faut, combattre. D'aucuns diraient qu'il en a toujours été ainsi, sous d'autres formes. Ce n'est pas la question. Ce qui importe, c'est le niveau d'exigence qu'une nation se fixe. La France doit plus que jamais se choisir un niveau d'exigence élevé.

Pour certains, le xx^e siècle s'est achevé confiant que l'histoire touchait à sa fin grâce à la diffusion de la démocratie libérale et du marché. D'autres anticipaient un « *choc des civilisations*⁶¹ », où, dans un monde devenu multipolaire après la fin de l'opposition idéologique Est-Ouest, de grands espaces culturels s'affronteraient en quête de domination totale. Ces théories ne sont que les deux faces de l'échec du néolibéralisme.

Là encore, les gouvernants, utilisant Montesquieu, nous avaient promis que le « *doux commerce* » et la coopération multilatérale

allaient apaiser le monde. Ce fut confondre universalité et uniformité. L'ONU et ses agences étalent leur faiblesse au grand jour. Autour de la table en forme de fer à cheval du Conseil de sécurité, s'expriment toutes les limites de ce nouvel ordre mondial. Les peuples se séparent. Devant la montée des périls, les imaginaires nationaux connaissent un regain, au risque d'un repli. Stéphane Rozès écrit : « *la sortie des gonds de la mondialisation par la globalisation économique, financière et numérique déstabilise les imaginaires nationaux et provoque en réaction leurs régressions. [...] Cette dépossession a déstabilisé les "âmes des peuples" entraînant en réaction les "passions tristes", replis et réactions*⁶². »

Les superpuissances n'ont, en effet, pas l'esprit à la coopération ni aux idéaux universalistes. Elles se sont repliées sur les imaginaires primaires de leurs peuples, réinterprétés dans le sens de l'intérêt et des passions démesurées de leurs dirigeants. On peut dessiner à grands traits quelques tendances qui mériteraient tout un autre ouvrage.

Les États-Unis de Donald Trump s'en tiennent à une lecture restrictive du contrat social américain : l'épanouissement de l'individu par la prospérité, et la protection des Américains par l'isolationnisme. Il en résulte une gestion unilatérale du commerce international, et le dessein d'étendre toujours l'emprise du droit américain au-delà de ses frontières, créant un ordre juridique global par-dessus les souverainetés politiques.

Si l'Europe reste, sur le plan militaire et des valeurs, un allié, elle est, selon les mots du président Trump, un « *ennemi* », au même titre que la Chine, sur le plan économique. Ce nouveau cadre exige des Européens une volonté sans faille pour peser ensemble sur l'avenir. Mais l'Europe est diplomatiquement mineure. Il n'existe aucune voie, aucune possibilité, pour qu'elle atteigne la maturité diplomatique tant que les membres de l'Union n'auront pas d'abord tranché, dans le sens des peuples, leur querelle commune sur ses finalités politiques.

La Chine, puissance mondiale éternelle auparavant cantonnée à l'intérieur de ses frontières, à laquelle la France est très liée, étend les avant-postes de son empire *via* les nouvelles routes de la soie. Personne ne connaît sa réelle solidité interne. Mais, quoi

qu'il en soit, il est aussi vain que naïf de parier sur l'écroulement brutal et rapide de son économie. Une grande civilisation, une forme de prospérité autonome du reste du monde, et un ordre politique intransigeant tiennent ensemble les Chinois.

Quant à la Russie de Vladimir Poutine, elle exalte la grandeur d'une âme profonde, que son dirigeant s'évertue pourtant à corrompre par ses pratiques. Les fragilités du pays sont connues de tous.

Pour qui a vécu et travaillé à l'étranger, qui a voyagé « *pour froter et limer sa cervelle contre celle d'autrui* », comme le disait Montaigne, le monde se dévoile différemment. Les grands équilibres géostratégiques comptent moins que les relations humaines. C'est l'un des bénéfiques majeurs de la mondialisation : les humains peuvent plus aisément voyager et entrer en relation directe. Le cosmopolitisme n'est plus réservé à quelques privilégiés. Tout un chacun peut éprouver le sentiment qu'existe une humanité. Ce sentiment d'appartenance universelle est réconfortant.

Dans cette dimension, la France reste puissante. Elle existe. Elle influence par ses idées, sa culture, son esthétique, sa gastronomie, sa capacité à captiver par l'invention de formes politiques neuves. La France est aussi présente partout dans le monde par ses territoires d'outre-mer, et grâce à sa langue. Aujourd'hui, 300 millions de personnes sont capables de s'exprimer en français. Elles devraient être plus d'un milliard en 2065, notamment en raison de l'explosion démographique en Afrique, continent essentiel avec lequel nous devons plus que jamais renouveler une amitié forte, équitable, consciente et stratégique.

La France évoque à travers le monde un rapport particulier à la vie, à la culture, à l'esprit. Elle dispose de ressources immatérielles incomparables, qui lui donnent les moyens de peser. Son ambition n'est pas l'impérialisme ; sa vocation n'est pas l'indifférence. Elle préfère convaincre à imposer. Cette disposition d'esprit permet à la France de compter, depuis les Lumières, comme une grande puissance. Quelle que soit la taille de son PIB, elle l'est, et le demeurera si nos gouvernants ne l'oublie pas.



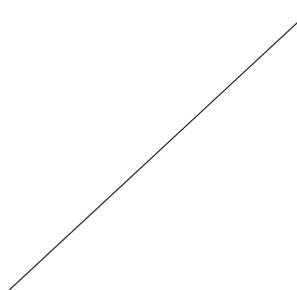
LA VULNÉRABILITÉ DES ÊTRES

La raison d'être
de la politique

« LA VULNÉRABILITÉ DES CHOSES
PRÉCIEUSES EST BELLE PARCE
QUE LA VULNÉRABILITÉ EST
UNE MARQUE D'EXISTENCE. »

Simone Weil

La pesanteur et la grâce, Plon, 1948.



La politique ne doit jamais perdre de vue la vulnérabilité enchâssée dans les êtres. Elle est sa raison d'être. Tout un chacun finit toujours, à un moment ou à un autre de sa vie, par se heurter à la fragilité existentielle au cœur de l'humanité. Et je demeure frappé, incrédule, de me rendre compte que nos gouvernants actuels paraissent l'ignorer. Leur politique du mouvement, de la réussite, de la nouveauté reste trop oublieuse du devoir de prendre soin de l'humanité. Aucune politique ne peut réussir sans conscience anthropologique. Il leur faudrait (re)lire Victor Hugo, apostrophant les puissants de son temps : « *Écoutez-moi je vais vous dire. Oh ! puisque vous êtes puissants, soyez fraternels ; puisque vous êtes grands, soyez doux. Si vous saviez ce que j'ai vu ! Hélas ! En bas, quel tourment ! Le genre humain est au cachot. Que de damnés qui sont des innocents ! Le jour manque, l'air manque, la vertu manque ; on n'espère pas et, ce qui est redoutable, on attend. Rendez-vous compte de ces détresses*⁶³. »

Si les femmes et les hommes se sont rassemblés en communautés, préalablement à toute organisation politique, c'est pour échapper à la mort. Ils se sont rapprochés pour se protéger, prendre soin. Ils se sont unis par les traditions, espoirs et prières. Les saisons et les rites, les naissances et les morts, ont organisé leur vie.

Ces communautés ont d'abord forgé leur imaginaire en étant confrontées à la nature, en peuplant le monde par leur itinérance, en fabriquant des vêtements pour affronter le climat et en se nourrissant de ce que la terre leur donna. Les structures du quotidien se développèrent, des arts apparurent ; des légendes, récits et philosophies furent imaginés pour transmettre.

Puis vint l'histoire qui structura ces imaginaires primitifs dans un récit écrit. L'intérieur et l'extérieur se sont alors mélangés, et chaque communauté a forgé un rapport particulier à l'autre, défini son hospitalité et cheminé, ou non, à travers le monde. Les organisations politiques ont joué leur rôle. En France, l'État, monarchique d'abord, puis républicain, fut l'âme et le moteur de l'union nationale.

Chaque nation est régie par un tel imaginaire et chaque membre de cette nation en détient une parcelle ; elle n'est rien d'autre que l'empreinte du temps immémorial sur chacun de nous. La France, plus que toute autre nation, à la fois « *vieille mère* » et terre d'innovation, marque profondément ses enfants.

Mais à l'âge moderne, les sciences, la technologie et l'économie ont dilué les imaginaires nationaux dans une forme d'abstraction globale. Ce n'est plus la même vie, ce n'est plus la même société, ce n'est plus la même science, ce n'est même plus le même monde et, finalement, ce ne sont plus les mêmes humains. Seule la politique est demeurée inchangée. Alors, confrontés aux aberrations de la mondialisation néolibérale, les imaginaires nationaux connaissent un regain, et chaque peuple veut répondre à sa manière au cours des choses subi en lui opposant, au risque de se renfermer sur lui-même, les valeurs essentielles que son imaginaire recèle.

Les gouvernants, eux, semblent régis par la marche autonome de l'économie et des technologies ; ils vivent dans l'abstraction contemporaine, comme en apesanteur, et pensent que ce regain des imaginaires est un dangereux « populisme ». Ils semblent méconnaître la vulnérabilité des êtres qui les a conduits à tisser des liens aussi invisibles qu'inextinguibles, survivant aux époques, aux régimes et aux institutions pour toujours rappeler les gouvernants à leur mandat. Ils ignorent la voie du peuple et ne parviennent pas à interpréter sa signification, parfois même l'admonestent de se déposséder de sa souveraineté. Leur présomption nous condamne. Si aucune réponse juste n'est apportée à la contestation sociale, aucune solution politique offerte à la colère populaire, d'où qu'elle vienne et qu'elle qu'en soit la forme, la situation dégénérera, de violence en chaos. Et ce sera, au final, toujours la responsabilité,

la lourde responsabilité, de ces gouvernants qui sera sévèrement jugée du point de vue de l'histoire, et jamais la faute du peuple.

En son temps, Jules Ferry s'élevait contre le mépris « *des petites gens des petits endroits* ». Dans un discours au Sénat, le 25 juillet 1884, il déclarait : « *Ces gens dont l'éducation politique est peut-être incomplète, mais dont généralement l'instinct est sûr, et le cœur est chaud, ce sont ces gens-là qui font les cadres du suffrage universel.* ».

Jules Ferry avait pleinement raison, car nous sommes tous ces gens-là.

Et, ensemble, nous déclarons que tout ne se vaut pas.

Que si ce monde aplanit tout, nous n'acceptons pas de céder au cours des choses.

Qu'avancer sans savoir vers où ni pourquoi est insignifiant.

Que protéger est le premier devoir des gouvernants ; et que les nécessités humaines sont plus importantes que les libertés économiques.

Que l'Europe est un projet, pas un mot d'ordre.

Que l'humanité et la Terre doivent s'organiser dans un rapport soutenable.

Que l'égalité – que la République possède la charge de transmettre – est le chemin pour affermir la liberté et instaurer la fraternité. Et que l'égalité est notre meilleure arme contre tous les obscurantismes qui pullulent aujourd'hui.

Que la démocratie ne tire pas sa pleine et entière autorité uniquement de la forme de ses institutions, mais d'un projet politique authentiquement humain.

La France est différente. Son histoire est un désir, son destin est une volonté. Il ne faut pas l'entendre comme une excuse pour ne pas se parfaire ou une ode à l'isolement. C'est tout le contraire. Seuls les promoteurs de l'uniformisation mondiale ou les partisans du repli, forme politique de la psychose autodestructrice, le voient ainsi. En cela, ils sont les alliés objectifs de notre ruine. Ils ont, depuis trente ans, de l'extrême droite à l'extrême gauche, partis de gouvernement inclus, accaparé la démocratie, dénaturé le projet républicain et échoué.. Nous le savons tous.

Le temps d'une alternative est venu. Nous sommes souverains. Nous avons vocation à mobiliser les outils et la force pour qu'existe une proposition politique à la hauteur de la France. Les gouvernants doivent baliser et éclairer le chemin, et non l'imposer. Car ce sont les peuples qui donnent mandat aux gouvernants, et non l'inverse. La démocratie tire sa sève des êtres et, chacun le sait, la sève est ascendante.



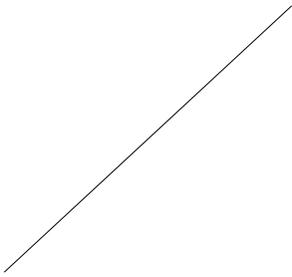
La vulnérabilité des êtres

NOTES ET RÉFÉRENCES

- ¹Yascha Mounk, *Le peuple contre la démocratie*, L'observatoire, 2018.
- ²Husserl, *La Terre ne se meut pas*, Les Éditions de Minuit, 1989.
- ³Ulrich Beck, *La société du risque*, Aeto, Aubier, 2001.
- ⁴Ezra Suleiman, entretien au *Monde*, 23 août 2013.
- ⁵Slate, 12 décembre 2018.
- ⁶Pour plus d'éléments, voir Ezra Suleiman, *Le démantèlement de l'État démocratique*, Seuil, 2005.
- ⁷André Gorz, *Adieux au prolétariat*, Éditions Galilée, 1980.
- ⁸Hannah Arendt, *La condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy (coll. Agora), 1961.
- ⁹Cité par Pierre Nora, dans *Recherches de la France*, Gallimard, 2013.
- ¹⁰Karl Polanyi, *La Grande transformation*, Gallimard, 1983.
- ¹¹Guillaume Poingt, *Pauvreté en France : les chiffres à connaître*, lefigaro.fr, 13 septembre 2018.
- ¹¹Isabelle Couet, *Les Échos*, 10 janvier 2019.
- ¹²Anne-Aël Durand, *Dix graphiques qui illustrent les inégalités en France*, lemonde.fr, 30 mai 2017.
- ¹³Isabelle Couet, *Les Échos*, 10 janvier 2019.
- ¹⁴Richard Hiault et Dominique Seux, *Les Échos*, 9 novembre 2018.
- ¹⁵Fernand Braudel, *L'identité de la France, tome 1 : Espace et histoire*, Flammarion, 2009.
- ¹⁶Kate Raworth, *La théorie du donut, L'économie de demain en 7 principes*, Plon, 2018.
- ¹⁷Ibid.
- ¹⁸Laurent Bouvet, *L'insécurité culturelle*, Fayard, 2015.
- ¹⁹Unfpa.org
- ²⁰Yuval Noah Harari, *21 leçons pour le XXI^e siècle*, Albin Michel, 2018.
- ²¹Conseil d'orientation pour l'emploi, *Automatisation, numérisation et emploi*, 10 janvier 2017.

- ²²Kate Raworth, *La théorie du donut, L'économie de demain en 7 principes*, Plon, 2018.
- ²³Lilian Alemagna et Amandine Cauihol, *Non-recours : des milliards non distribués*, Libération, 22 juin 2018.
- ²⁴Laurence Boisseau, *Le plus gros actionnaire au monde appelle les entreprises à définir leur « raison d'être »*, lesechos.fr, 17 janvier 2019.
- ²⁵Données, OECD.org.
- ²⁶World Inequality Lab, *World Inequality Report 2018*, 2018.
- ²⁷Ibid.
- ²⁸Sources, Ministère de l'action et des comptes publics, <https://www.performance-publique.budget.gouv.fr>.
- ²⁹Kate Raworth, *La théorie du donut, L'économie de demain en 7 principes*, Plon, 2018.
- ³⁰Jean-Luc Ginder, *Comment changer l'impôt pour changer nos vies*, Huffpost.fr, 3 décembre 2018.
- ³¹Victor Hugo, Congrès de la paix, 21 août 1849.
- ³²Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Champs, Flammarion, 2014.
- ³³Eurobaromètre 2018.
- ³⁴Guillaume Klossa, *Une jeunesse européenne*, Grasset, 2014.
- ³⁵Commission européenne, *Communiqué du 6 juin 2012*.
- ³⁶Ulrich Beck, *Non à l'Europe allemande*, Autrement, 2013.
- ³⁷Ibid.
- ³⁸Martin Wolf, « Strip private banks of their power to create money », *Financial Times*, 24 avril 2014.
- ³⁹Oxfam, *Banques françaises, les fossiles raflent la mise*, 2018.
- ⁴⁰Benjamin Haddad, *L'Union européenne vit-elle un moment machiavélien ?*, Le Figaro, 8 janvier 2019.
- ⁴¹Entretien à CBS du 16 juillet 2018.
- ⁴²Luuk Van Middelaar, *Quand l'Europe s'improvise*, Gallimard, 2018.

- ⁴³Alexandre Koyré, *Du monde clos à l'univers infini*, Gallimard, 1973.
- ⁴⁴Stephan Zweig, *Appels aux Européens*, Bartillat, 2014.
- ⁴⁵WWF France et Civam, *Un double enjeu de l'agriculture : rémunération de l'exploitant et respect de l'environnement*, 2017.
- ⁴⁶Cité par Amélie Mougey, « Une pomme de 1950 équivalait à 100 pommes d'aujourd'hui », *L'obs*, 26 janvier 2015.
- ⁴⁷Atlantico.fr, 30 novembre 2015.
- ⁴⁸Cité par *Lejournaldudimanche.fr*, 27 novembre 2018.
- ⁴⁹Milton Friedman, « The social responsibility of business is to increase its profits », *New York Times*, 13 septembre 1970.
- ⁵⁰Pierre Nora, « L'identité nationale et ses avatars », *Le Débat*, n° 159, mars-avril 2010.
- ⁵¹Michael J. Sandel, *Justice*, Flammarion, 2017.
- ⁵²Kwame Anthony Appiah, *Color Conscious*, Princeton University Press, 1996.
- ⁵³Emmanuel Kant, *Fondement de la métaphysique des mœurs*, Vrin, 2004.
- ⁵⁴France info, le 14 décembre 2018.
- ⁵⁵Charles Péguy, « L'argent », *Les Cahiers de la quinzaine*, 1913.
- ⁵⁶Éducation, sortir des postures, intervention de Mara Goyet devant L'aurore, le 29 juin 2018.
- ⁵⁷François Furet, *Penser la Révolution française*, Gallimard, 1985.
- ⁵⁸David Eggers, *Le Cercle*, Gallimard, 2016.
- ⁵⁹Tvetan Todrov, *Les ennemis intimes de la démocratie*, Robert Laffont, 2012.
- ⁶⁰Allocution prononcée au Champ-d'Arbaud, à Basse-Terre, 20 mars 1964.
- ⁶¹Samuel P. Huntington, *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, 2000.
- ⁶²Stéphane Rozès, *L'imaginaire national à l'épreuve*, Commentaire n° 157, Printemps 2017.
- ⁶³Victor Hugo, *L'homme qui rit*, Pocket, 2015.



ISBN et dépôt légal
En cours

LE TEMPS DE L'ALTERNATIVE

Cinq propositions pour reprendre le contrôle de nos vies

Depuis trente ans, nos gouvernants nous assurent avoir fait de leur mieux. Nous pensons tous qu'ils ont échoué. Les Français se savent dépossédés de leur autorité sur leur vie au profit d'intérêts lointains. Étrange condition humaine qui nous permet de tout voir, tout désirer, tout dire ; où tout semble à notre portée, mais où nos vies sont dictées de l'extérieur. Ce livre s'oppose à cette soumission au cours des choses. Cinq propositions, inédites et réalisables, sont formulées pour nous donner les moyens et la force d'agir. Elles concernent l'économie et la fiscalité, l'Europe, l'écologie, les valeurs républicaines, notre démocratie et ses institutions. Le temps de l'alternative est venu.

Pour connaître la biographie de l'auteur et échanger avec lui, rendez-vous sur www.alternativelelivre.fr

Un citoyen



@uncitoyen2019



@uncitoyen2019

www.alternativelelivre.fr